

INTENSIFICATION DES EXPORTATIONS HORS
HYDROCARBURES
**RENFORCER LA PRÉSENCE ALGÉRIENNE
SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX**

Depuis Tizi-Ouzou, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a procédé samedi au lancement d'une opération d'exportation portant sur une cargaison de produits fabriqués localement, destinée à plusieurs marchés étrangers, notamment au Canada, en Libye et en Tunisie.



P.2

ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Dimanche 23 Chawwal - 12 Avril 2026 - N° 1282 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

L'ONU ALERTE SUR LA
POURSUITE DES VIOLENCES
CONTRE LES CIVILS À
GHAZA

VOLKER TÜRK DÉNONCE UNE CRISE HUMANITAIRE



Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme a condamné les violences continues dans la bande de Ghaza, soulignant la gravité de la situation humanitaire et l'absence de protection pour les civils palestiniens.

P.7

RICHESSSE DU PATRIMOINE
CULTUREL ALGÉRIEN

LES ITINÉRAIRES AUGUSTINIENS BIENTÔT INSCRITS À L'UNESCO ?

La ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, a installé la commission nationale chargée du suivi du dossier « Les itinéraires augustiniens en Algérie », soumis à l'UNESCO dans le but d'une reconnaissance internationale.

P.12

CANDIDATURE DE L'ALGÉRIE À LA PRÉSIDENTIE DU PAP

UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE EN VISITE EN TUNISIE ET EN MAURITANIE



P.3

Une délégation parlementaire des deux chambres du Parlement effectuera une visite en Tunisie et en Mauritanie, du 12 au 23 avril en cours, dans le cadre de la candidature de l'Algérie à la présidence du Parlement panafricain (PAP), indique samedi un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN).

INTERNET 4G

LA COUVERTURE ATTEINDRA BIENTÔT 99,99 % EN ALGÉRIE.

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid-Ali Zerrouki, a annoncé, hier samedi à Sidi Bel-Abbès, la mise en œuvre imminente d'un vaste programme visant à installer des stations de réseau Internet de quatrième génération (4G) dans 3.500 zones.

P.16

INTENSIFICATION DES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES

RENFORCER LA PRÉSENCE ALGÉRIENNE SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

Depuis Tizi-Ouzou, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a procédé samedi au lancement d'une opération d'exportation portant sur une cargaison de produits fabriqués localement, destinée à plusieurs marchés étrangers, notamment au Canada, en Libye et en Tunisie.

Par Saïd Slimani

Cette expédition comprend, d'une part, des articles de faïencerie orientés vers les marchés canadien, sénégalais et français, et, d'autre part, un lot de pièces de rechange automobiles destinées aux marchés tunisien et libyen. Cette initiative illustre la diversification progressive des produits algériens à l'export et leur adaptation à des débouchés variés.

L'événement s'est déroulé en présence du wali de Tizi Ouzou, Aboubakr Bousetta, ainsi que de diplomates représentant plusieurs pays et de responsables locaux, traduisant l'importance accordée à cette opération dans la stratégie économique nationale.

À cette occasion, le ministre a mis en avant les avancées significatives réalisées par la production nationale, soulignant qu'elle connaît une évolution qualitative lui permettant de s'imposer sur les marchés internationaux grâce à des standards de qualité élevés et à une compétitivité ac-



crue. Il a également réaffirmé l'engagement de l'État à accompagner les entreprises algériennes, en soutenant leurs efforts pour développer leurs capacités d'exportation

et renforcer la présence des produits nationaux à l'étranger. Cet appui vise à consolider le positionnement des entreprises locales dans un environnement économique mondial de plus en plus

concurrentiel.

Par ailleurs, Kamel Rezig a indiqué que cette dynamique d'exportation des produits estampillés « Made in Algeria » s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Ces orientations portent notamment sur le développement des exportations hors hydrocarbures, l'encouragement des entreprises industrielles à conquérir de nouveaux marchés extérieurs et l'amélioration de la compétitivité des produits algériens à l'échelle internationale.

Il convient de rappeler que le ministre avait, au cours de la même journée, lancé une opération d'envergure impliquant l'exportation de produits locaux vers 19 pays, à partir de 13 wilayas. Il a précisé que cette initiative ne constitue qu'une étape dans un processus appelé à se poursuivre, d'autres opérations similaires étant programmées dans les semaines et les mois à venir.

S.S

LA PRODUCTION NATIONALE DE FROMAGE ET PRODUITS LAITIERS RIEN À ENVIER AUX PRODUITS IMPORTÉS

La production nationale de fromage et produits laitiers recèle "un potentiel concurrentiel" face aux produits d'importation, a indiqué samedi à Tizi-Ouzou le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig.

M. Rezig qui a procédé à l'inauguration du Salon national des fromages et des produits laitiers, a déclaré que "la filière des produits laitiers et fromage recèle un important potentiel concurrentiel, en qualité du produit et en design, pour concurrencer les produits d'importation et même pour s'imposer sur les marchés extérieurs".

Placé sous le thème "De la qualité locale vers les perspectives d'exportation", le Salon, organisé par le ministère

du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en coordination avec la wilaya de Tizi-Ouzou, à la salle omnisports Saïd-Tazrouit, au chef-lieu de wilaya, s'étalera jusqu'au 15 avril.

Cet événement économique constitue une opportunité pour les producteurs, transformateurs et acteurs de la filière lait et dérivés, de mettre en valeur les capacités de leurs entreprises, la qualité de leurs produits et leur po-

tentiel à l'exportation, soulignent les organisateurs.

L'inauguration de ce Salon à laquelle ont assisté des représentants de huit (8) ambassades, coïncide avec le lancement d'une grande opération d'exportation de divers produits "Made in Algeria", vers 19 pays, organisée par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations.

RE

NUMÉRISATION DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ

POUR LE SUIVI À DISTANCE DES DOSSIERS MÉDICAUX DES PATIENTS

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a indiqué, samedi à Guelma, qu'une plateforme numérique destinée au suivi à distance des dossiers médicaux des patients a été "récemment mise en place" à l'effet d'améliorer la qualité de la prise en charge des malades et de garantir un échange rapide d'informations entre les différentes structures de santé à travers le pays.

Le ministre a précisé, lors de la mise en service du scanner et du service de radiologie de l'Établissement public hospitalier (EPH) Chahid Brahimi-Messaoud de Bouchegouf, dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya, qu'une équipe de spécialistes en informatique a récemment achevé la préparation de cette plateforme numérique désormais prête à l'emploi.

Il a indiqué que cette plateforme numérique permettra aux équipes médicales de pratiquer la télé-médecine et la télé-radiologie, et de suivre, ainsi, le dossier médical, d'effectuer des examens médicaux et de poser des diagnostics, tout en assurant un échange rapide d'informations entre struc-

tures de santé à travers le pays, contribuant ainsi à améliorer l'efficacité des performances et la qualité des soins dus aux citoyens, et à les dispenser des déplacements vers des hôpitaux.

M. Ait Messaoudene a réaffirmé que "la numérisation et la généralisation de l'utilisation des systèmes numériques dans la gestion des établissements hospitaliers "constituent le pilier fondamental de la modernisation des services de santé, de l'amélioration de leur qualité et de la facilitation du suivi des patients".

Le ministre a également supervisé, dans la commune de Bouchegouf, l'inauguration d'un centre d'hémodialyse de 12 lits, équipé de moyens modernes, ainsi que d'une unité de traitement des maladies cancéreuses pouvant accueillir 200 patients.

Il a considéré que ces deux nouvelles structures "amélioreront la prise en charge des cas médicaux complexes au profit des citoyens de plusieurs communes de la région Est de la wilaya".

Présidant une séance de travail au siège de la wilaya, au terme de sa visite,

le ministre de la Santé a affirmé, dans une allocution prononcée devant les responsables locaux et les cadres du secteur, que l'amélioration du service de santé "n'est pas une option temporaire mais un engagement permanent et une responsabilité collective qui nécessitent la synergie des efforts de tous, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune visant à instaurer une justice sanitaire réelle, garantissant à chaque citoyen, où qu'il soit, un service de santé de qualité".

M. Ait Messaoudene avait auparavant posé, au chef-lieu de wilaya, la première pierre d'une polyclinique à la cité des Frères Rahabi, puis inspecté l'EPH Hakim-Okbi, plus grand établissement de santé de la wilaya avec une capacité d'accueil de 249 lits, et un service d'urgences médico-chirurgicales de 25 lits.

Il a également supervisé l'inauguration de deux structures de santé réalisées dans le cadre de l'investissement privé, en l'occurrence un centre de diagnostic médical et un centre d'hémodialyse.

RA

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE LANCEMENT DE LA 3^E PHASE DU SYSTÈME D'INFORMATION NATIONAL D'IMMATRICULATION DES VÉHICULES

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a annoncé le lancement, depuis le 5 avril en cours, de la 3e phase du système d'information national d'immatriculation des véhicules, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de transformation numérique et de modernisation des services administratifs, a indiqué samedi un communiqué du ministère.

Cette phase vient consolider les précédentes étapes couvertes par le système d'information national d'immatriculation, notamment celles relatives aux véhicules importés neufs et d'occasion de moins de trois (3) ans, précise le communiqué.

L'opération concerne l'immatriculation des véhicules et des engins de travaux publics constituant le parc national, qu'ils soient neufs ou déjà immatriculés via les fichiers au niveau des wilayas, ainsi que les véhicules et les engins de travaux publics importés, ajoute la même source.

Dans ce cadre, les propriétaires de véhicules et d'engins de travaux publics déjà immatriculés, concernés par des procédures de vente, de changement de résidence, de transfert de propriété aux héritiers ou de modification des caractéristiques techniques du véhicule, sont tenus, avant toute démarche ou transaction, de se rapprocher des services locaux d'immatriculation compétents (service des cartes grises) afin d'obtenir, au préalable, de nouvelles cartes d'im-

matriculation délivrées exclusivement via le nouveau système d'information national, poursuit le communiqué.

Après l'obtention de la nouvelle carte d'immatriculation, l'opération de vente peut être effectuée auprès du service des cartes grises de n'importe quelle commune du pays, sur présentation d'un dossier comprenant la carte d'immatriculation délivrée via le nouveau système d'information, une photo du vendeur et une photo de l'acheteur, la carte de résidence de l'acheteur permettant le transfert direct du véhicule vers le service d'immatriculation de son lieu de résidence, un document attestant de l'identité du vendeur et de l'acheteur selon leur statut juridique (citoyen, étranger, personne morale), conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, ainsi que le timbre fiscal selon le type de véhicule. La même source explique, en outre, que le vendeur et l'acheteur sont dispensés de remplir le formulaire de déclaration de vente, celui-ci étant généré automatiquement par le service d'immatriculation via le nouveau système d'information et intégré directement au dossier.

Par ailleurs, les cartes d'immatriculation détenues par les propriétaires de véhicules, délivrées avant l'entrée en service de ce système d'information, demeurent valables pour la circulation sans qu'il soit nécessaire de les renouveler.

RE

CANDIDATURE DE L'ALGÉRIE À LA PRÉSIDENTIE DU PAP UNE DÉLÉGATION PARLEMENTAIRE CONJOINTE EN VISITE EN TUNISIE ET EN MAURITANIE

Une délégation parlementaire des deux chambres du Parlement effectuera une visite en Tunisie et en Mauritanie, du 12 au 23 avril en cours, dans le cadre de la candidature de l'Algérie à la présidence du Parlement panafricain (PAP), indique samedi un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN).

"Une délégation de représentants de l'Assemblée populaire nationale au Parlement panafricain effectuera, au sein d'une mission parlementaire des deux chambres du Parlement, une visite en Tunisie et en Mauritanie, du 12 au 23 avril 2026, dans le cadre de la candidature de l'Algérie à la présidence du PAP", précise la même source.

Lors de cette visite, la délégation parlementaire "tiendra des rencontres avec le président du Conseil national des régions et des districts de Tunisie, Imed Derbali, le président de l'Assemblée des représentants du peuple tunisien,

Ibrahim Bouderbala, et le président de l'Assemblée nationale mauritanienne, Mohamed Bamba Mequet", ajoute le communiqué.

La délégation de l'APN participant à cette mission est composée de la députée Behdja Lammali, présidente de la Commission des transports, de l'industrie, des communications, de l'énergie, des sciences et de la technologie au PAP, et du député Mohammed Segres, membre de la Commission du règlement, des privilèges et de la discipline au PAP.

RA



VIE DES PARTIS POLITIQUES

LE MOUVEMENT ENNAHDA DÉCIDE DE PARTICIPER AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 2 JUILLET PROCHAIN

Le Mouvement Ennahda a décidé de participer aux élections législatives, prévues le 2 juillet prochain, appelant ses cadres et militants à la mobilisation pour bien se préparer à ce rendez-vous électoral.

Le Mouvement Ennahda a précisé, samedi dans un communiqué, que son Conseil consultatif

a "tenu, vendredi au siège de la formation politique, sa 7e session ordinaire, au cours de laquelle il a décidé de présenter des candidats aux prochaines élections législatives".

Cette décision "découle de l'attachement du Mouvement à son identité politique, à son capital historique et à son programme", a expliqué la

même source. Après avoir souligné qu'il participera à cette échéance en accord avec ses convictions et ses constantes, le Mouvement Ennahda a appelé ses cadres et militants à "la mobilisation pour bien se préparer à ce rendez-vous électoral", en insistant sur "l'esprit d'unité et la discipline".

RA

L'ANR ORGANISE UNE RENCONTRE AVEC SES MILITANTS DANS LA WILAYA DE BISKRA

L'Alliance Nationale Républicaine (ANR) a organisé samedi une rencontre avec ses militants dans la wilaya de Biskra durant laquelle l'accent a été porté sur l'importance de la participation aux prochaines élections législatives et à leur succès.

Dans son intervention à l'occasion, le secrétaire général par intérim du parti, Hamza Latrèche a indiqué que "la participation aux prochains rendez-vous électoraux

et à leur succès s'inscrit dans le cadre des principes du parti soutenant des institutions élues qui concrétisent la volonté du peuple et contribuent à la réalisation d'une démocratie active et durable".

L'ANR, a-t-il ajouté, s'engagera dans les prochaines élections avec des listes de candidats porteurs de programmes répondant aux préoccupations des citoyens dans le cadre des efforts visant à réaliser davantage

d'acquis en matière de développement local.

M. Latrèche a souligné au terme de son intervention "l'importance de la forte mobilisation aux prochaines élections par l'élaboration de listes constituées de candidats compétents et engagés", appelant les électeurs à "ne pas rater cette occasion d'exprimer leurs voix et de participer à la prise de décision".

RA

LE PARTI EL-FADJR EL-DJADID ORGANISE UNE RENCONTRE PRÉPARATOIRE AUX PROCHAINES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES

Le parti El-Fadjr El-Djadid a organisé, samedi, une rencontre de ses cadres et militants dans la wilaya de Chlef, sous la supervision de son président, Tahar Benbaïbeche, en prévision des prochaines échéances électorales.

Dans une allocution prononcée lors de cette rencontre tenue au Musée national public Abdelmadjid-Meziane, M. Benbaïbeche a appelé à "renforcer le front intérieur pour faire face aux campagnes hostiles

ciblant le pays", à la lumière "des conjonctures régionales et internationales et de leurs répercussions sur la région".

Il a également mis en exergue "l'importance d'une bonne préparation aux prochaines échéances électorales et la nécessité de choisir des candidats à la hauteur des aspirations des citoyens", appelant à "consolider la présence du parti sur la scène politique et à présenter des éléments capables de porter les

préoccupations des citoyens et de contribuer au développement du pays".

Il a rappelé que cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série de réunions organisationnelles tenues par le parti en prévision des prochaines échéances électorales et pour renforcer sa présence à travers les différentes wilayas du pays.

RA

LE FFS ORGANISE UNE RENCONTRE À TIZI-GHENIF

Le Premier secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche a présidé, samedi, une rencontre avec les cadres et militants du parti à Tizi-Ghenif (Tizi-Ouzo), au cours de laquelle il a notamment abordé les élections législatives du 2 juillet.

Dans une allocution qu'il a prononcée à cette occasion, M. Aouchiche a exposé sa vision de la partici-

pation du parti aux prochaines élections législatives, qu'il considère comme "un acte militant et un engagement conscient pour relever les défis". "Dans un contexte où les crises s'enchaînent dans le monde, la construction de la résilience nationale n'est plus un choix, mais une exigence stratégique et historique. Elle ne peut se concevoir qu'autour de deux principes fondamentaux : l'adhésion populaire et la souverai-

neté nationale", a-t-il estimé.

Pour conclure, le Premier secrétaire national du FFS a souligné l'importance de "libérer les initiatives et donner la chance à toutes les énergies de la société, notamment à la jeunesse créative, pour prendre en main les destinées du pays".

RA

RENCONTRE RÉGIONALE DES CADRES DU PARTI TALAIE EL-HOURRIYET À BARIKA

Le parti Talaie El-Hourriyet a organisé, samedi à Barika (Batna), une rencontre régionale de ses cadres et des coordinateurs des bureaux de 7 wilayas de l'est du pays, au cours de laquelle la conjugaison des efforts pour le renforcement du processus de développement du pays a été soulignée.

Dans un discours prononcé lors de cette rencontre organisée au siège du parti à Barika, en présence de cadres de Talaie El-Hourriyet venus des wilayas de Batna, Constantine, Sétif, Biskra, Jijel, El Oued et d'El M'ghair, le président du parti, Reda Benounane a souligné l'importance

de "la synergie des efforts de tous pour servir la nation et renforcer le front intérieur afin de faire face aux différents défis".

M. Benounane a appelé, à cet égard, à "structurer les bases du parti en préparation des prochaines élections législatives et à participer activement à leur succès", ainsi qu'au choix de candidats compétents pour participer à ce scrutin.

Il a également rappelé les principes du parti Talaie El-Hourriyet et son programme dans les différents domaines, notamment politique et économique.

RA

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU RND SUPERVISE UNE RENCONTRE AVEC LES MILITANTS DU PARTI

Le secrétaire général du Rassemblement National Démocratique (RND), M. Mounder Bouden a supervisé, samedi à Saïda, une rencontre avec les militants du parti, au cours de laquelle il a mis en avant l'importance des prochaines élections législatives et d'une forte participation à cette échéance électorale.

Dans une allocution prononcée, lors de cette rencontre tenue au Théâtre régional Sirat-Boumediene de la ville de Saïda, M. Bouden a précisé que les législatives

du 2 juillet prochain constitueront "une étape historique marquante et importante, compte tenu de l'arsenal juridique récemment adopté par les deux chambres du Parlement". Il a ajouté que "la révision technique de la Constitution, qui a confié l'organisation logistique des élections au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, a permis à l'Autorité nationale indépendante des élections de se consacrer pleinement à la supervision et à l'organisation du scrutin en toute

transparence et intégrité". Il a également indiqué que les prochaines élections législatives seront "fondées sur des bases et des règles juridiques solides, ce qui nous met en confiance pour y participer sereinement".

M. Bouden a enfin salué la démarche du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant "l'élargissement du champ de consultation avec les partis politiques, afin de préparer l'arsenal juridique relatif aux élections".

RA

SUITE AU REMANIEMENT MINISTÉRIEL OPÉRÉ PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. MOURAD HANIFI PREND SES FONCTIONS DE MINISTRE DES MINES ET DES INDUSTRIES MINIÈRES

M. Mourad Hanifi a pris, samedi, ses fonctions de ministre des Mines et des Industries minières, suite au remaniement ministériel opéré, jeudi, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

La cérémonie de passation des fonctions du secteur des mines s'est déroulée au siège du ministère des Hydrocarbures, entre le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, et le ministre des Mines et des Industries minières, M. Mourad Hanifi, en présence de la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Mines et des Industries minières, Mme Karima Bakir Tafer, du PDG du groupe Sonatrach, M. Nour Eddine Daoudi, du président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures, M. Amine Remini, du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), M. Samir Bekhti, ainsi que de cadres des secteurs des hydrocarbures et des mines.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Hanifi a exprimé sa profonde gratitude et ses vifs remerciements au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la confiance qu'il a placée en sa personne, considérant cette nomination comme "un grand devoir national dont il s'acquittera avec engagement et dévouement".

Le dernier remaniement ministériel s'inscrit en droite ligne avec la vision prospective du président de la République, visant à donner une nouvelle impulsion au secteur des mines et à lui permettre de jouer un rôle central dans la diversification de l'économie nationale, le renforcement de ses sources de financement et le soutien à l'industrie nationale, a-t-il précisé.

Dans ce contexte, il a rappelé que l'Algérie regorge d'importantes potentialités minières notamment le phosphate, le fer, le zinc, le plomb, l'or, le cuivre et d'autres ressources stratégiques, or que "les potentialités nationales dans le domaine des mines ne peuvent se transformer en réalité économique que si elles se concrétisent par des opportunités et des projets miniers et industriels tangibles".

M. Hanifi a souligné que la prochaine étape sera axée sur la mise en œuvre d'une réforme minière moderne renforçant la transparence, encourageant l'investissement et offrant un cadre juridique attractif, en vue d'accélérer la transformation des ressources naturelles en projets économiques productifs et en emplois.

Concernant les priorités du secteur, le ministre a indiqué qu'il œuvrera à accélérer la concrétisation des grands projets, notamment le projet de Gara Djebilet, les projets de zinc et de plomb de Tala Hamza-Amizour et le projet intégré de phosphate à l'Est du pays, afin de soutenir les industries sidérurgiques, minérales et chimiques nationales.

Ces priorités incluent égale-



ment l'intensification du programme d'exploration à travers l'ensemble du territoire national, en s'appuyant sur les technologies de pointe et sur les compétences algériennes, en vue d'explorer de nouvelles potentialités et de les transformer en projets industriels, a ajouté le ministre, précisant qu'il s'agit également de l'application "stricte et efficace" des dispositions sur la promotion du contenu local, la simplification des procédures et le renforcement de l'attractivité des investissements.

Il a aussi souligné l'importance du respect des normes environnementales, de la réhabilitation des sites miniers et de l'exploitation durable des ressources, à même d'assurer un équilibre entre développement économique et protection de l'environnement.

Au terme de son allocution, M. Hanifi a adressé ses remerciements au ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, pour son soutien et son accompagnement au cours des dernières années, saluant, par la même occasion, les efforts de la secrétaire d'Etat, de l'ensemble des cadres du secteur et des différentes institutions minières, tout en affirmant travailler à bâtir un secteur minier "fort, intégré et durable, contribuant à la diversification de l'économie nationale et au renforcement de la souveraineté économique du pays".

De son côté, le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, a exprimé sa profonde gratitude pour la confiance que lui a accordée le président de la République, soulignant que ce

remaniement ministériel consacre la continuité de la vision réformatrice que connaît l'Algérie, visant à renforcer l'efficacité économique et à moderniser le secteur énergétique en phase avec les transformations internationales et les ambitions du pays.

M. Arkab a assuré que le secteur des hydrocarbures restera un pilier essentiel de l'économie nationale et de la garantie de la sécurité énergétique, en phase avec les mutations mondiales, insistant sur la poursuite des efforts visant à renforcer les investissements, à élargir la base des réserves et à moderniser les infrastructures, en utilisant les technologies de pointe.

Il a précisé que le travail se poursuivait pour renforcer l'attractivité du secteur, à travers un cadre juridique incitatif, indiquant qu'ALNAFT se prépare à lancer, dans les prochains jours, un nouveau cycle d'appels à exploration et à investissement "Algeria Bid Round 2026", dans le but d'attirer de nouveaux partenaires et de conforter la position de l'Algérie en tant que destination énergétique leader et fiable. Au terme de son allocution, le ministre d'Etat a réitéré son appel à l'ensemble des cadres du secteur à poursuivre leurs efforts avec responsabilité, et à s'impliquer activement dans le processus de développement du secteur au service de l'économie nationale et du renforcement de la souveraineté énergétique.

De son côté, la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Mines et des Industries minières a exprimé ses vifs remerciements au président de la Répu-

blique pour la confiance renouvelée en sa personne, soulignant "sa volonté constante d'être à la hauteur de cette responsabilité, au service du secteur minier, de la Patrie et du citoyen".

A rappeler que le ministre des Mines et des Industries minières, âgé de 58 ans, dispose d'un riche parcours professionnel dans le secteur des mines, où il a occupé, avant sa nomination, le poste de président du Comité de direction de l'Agence nationale des activités minières (ANAM), et celui de directeur général des mines au niveau du ministère de l'Energie et des Mines.

Il a également occupé d'autres postes de responsabilité, dont secrétaire général par intérim du ministère des Mines, directeur de l'administration générale du groupe Sonarem, en sus de sa longue expérience comme ingénieur d'Etat en géologie minière.

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur en géologie minière de l'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene (USTHB), M. Hanifi accumule plus de 25 ans d'expérience en législation et organisation minière, gestion des droits miniers, fiscalité, et transformation numérique du secteur. Il a aussi contribué activement à l'élaboration de la nouvelle loi minière 25-12, et au développement des systèmes d'information dédiés à la gestion des activités minières, outre sa participation à plusieurs mégaprojets miniers, dont le projet de Gara Djebilet et le projet de phosphate intégré (PPI).

BECHAR

RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES DES GUIDES TOURISTIQUES

Dans la wilaya de Béchar, plus de 128 jeunes, filles et garçons confondus, ont obtenu une qualification professionnelle leur permettant d'exercer en tant que guides touristiques, au terme d'une formation spécialisée organisée récemment au Centre de formation professionnelle Khadir-Mohamed, implanté dans la commune de Taghit, selon des informations

Par Halim Dardar

fournies par la Direction locale de la formation et de l'enseignement professionnels.

Ces participants, qui exerçaient jusque-là comme guides sans disposer d'une reconnaissance



officielle, ont suivi un programme de formation encadré par les autorités compétentes, en vertu d'un accord

établi entre les secteurs du Tourisme et de l'Artisanat et celui de la Formation et de l'Enseignement

professionnels. Cette démarche vise à structurer leur activité, à renforcer leur professionnalisme et à leur offrir la possibilité d'obtenir des diplômes reconnus, leur ouvrant ainsi de nouvelles perspectives.

D'après le responsable du service de la formation auprès de la direction locale, Abdellah Chafi, cette initiative a également permis de prendre en compte l'expérience accumulée sur le terrain par ces guides, en la valorisant grâce à une coopération étroite entre les deux départements ministériels impliqués dans ce projet.

En outre, cette opération de qualification a contribué à consolider leurs acquis, à les conformer aux standards exigés dans le secteur touristique et à améliorer, à terme, la qualité des services proposés aux visiteurs. Elle devrait aussi jouer un rôle important dans la valorisation de l'image de la région de Béchar ainsi que celle de l'Algérie dans son ensemble à l'échelle internationale. H.D

SIDI BEL-ABBES

LE RACCORDEMENT DES ZONES INDUSTRIELLES À INTERNET EST UNE NÉCESSITÉ ET UN LEVIER DE SOUTIEN À L'ÉCONOMIE NATIONALE

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid-Ali Zerrouki a souligné samedi à Sidi Bel-Abbes que le raccordement des zones industrielles à Internet "est devenu une nécessité et un levier de développement pour soutenir l'économie nationale".

Lors de l'inspection d'un projet de réalisation d'infrastructures visant à raccorder la zone industrielle de la commune de Ras El Ma à un réseau de fibre optique, le ministre a souligné que "le raccordement des zones industrielles à Internet est désormais indispensable et constitue un facteur clé de développement pour appuyer l'économie nationale", rappelant dans ce cadre les "instructions strictes" données par le président de la

République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour accompagner les investisseurs. M. Zerrouki a ajouté que "tout projet d'investissement au niveau des zones industrielles doit être raccordé à l'ensemble des réseaux, notamment l'électricité, l'eau, l'assainissement, voire Internet, afin de fournir aux investisseurs tous les moyens nécessaires à la concrétisation de leurs projets économiques". Le ministre a également ajouté que, parallèlement au programme en cours destiné aux citoyens pour remplacer les câbles en cuivre par la fibre optique, "50 zones industrielles en cours de réalisation à travers le pays sont accompagnées et raccordées à la fibre optique", ajoutant que cela constitue "une priorité

absolue" pour son département afin de soutenir la dynamique économique. La zone industrielle en cours de réalisation dans la commune de Ras El Ma s'étend sur une superficie de 100 hectares, répartis en 142 lots fonciers destinés à accueillir des projets d'investissement. Les travaux de raccordement à la fibre optique devraient être achevés avant la fin du mois d'avril en cours, selon les explications fournies sur place. Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid-Ali Zerrouki, poursuit, par ailleurs, sa visite de terrain pour inspecter plusieurs projets relevant de son secteur dans les communes de Moulay Slissen et Sidi Bel-Abbes. R.R

GHARDAÏA

RENCONTRE RÉGIONALE SUR LE CONTRÔLE TECHNIQUE DE VÉHICULES

L'importance du contrôle technique des véhicules et son rôle dans le renforcement du système national de sécurité routière ont été mis en avant par les participants à une rencontre régionale organisée samedi à Ghardaïa.

Dans son intervention, le directeur général (DG) de l'administration générale au ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Mohamed Farouki a indiqué que cette rencontre visait à renforcer le rôle du contrôle technique comme facteur essentiel dans le système national de sécurité routière, et ce à travers la sensibilisation des différents acteurs sur le respect des normes techniques.

Outre la vulgarisation de la mission du contrôleur technique dans la prévention des accidents de circulation, la rencontre constitue une occasion pour les participants issus des wilayas du Sud d'échanger leurs expériences professionnelles, à même de réduire les accidents de circulation et assurer le bon état des véhicules.

De son côté, le directeur général de l'établissement national de contrôle technique

automobile (ENACTA), Kheireddine Chalabi a mis l'accent sur le nécessaire respect des normes de contrôle technique, élément fondamental de conformité des véhicules, contribuant ainsi à la réduction des accidents de circulation, la protection des vies et des biens et le renforcement du système de transport.

La rencontre a été riche en communications ayant trait au contrôle technique des véhicules, notamment le transport en commun, considéré comme facteur essentiel à la sécurité routière, la durée de vie du parc roulant, l'amélioration du service public, l'état technique des véhicules, la réduction des accidents sur les autoroutes, ainsi que sur les mécanismes d'action commune en appui aux efforts de sensibilisation.

L'objectif de la rencontre est de renforcer le rôle du contrôle technique auprès des différents acteurs, l'amélioration de la qualité de service et l'échange d'expériences entre wilayas du Sud pour l'amélioration de la profession et l'uniformisation des missions de contrôle technique. R.R

MOSTAGANEM

SIGNATURE D'UNE CONVENTION

Signature d'une convention entre l'Ecole supérieure de génie électrique et énergétique d'Oran et le groupe industriel "GSB Electric"

Une convention de coopération a été signée entre le groupe industriel "GSB Electric", spécialisé dans les industries électriques à Mostaganem, et l'Ecole supérieure de génie électrique et énergétique d'Oran, a-t-on appris, samedi, du communiqué de la direction générale du groupe. La même source a ajouté que la signature de cette convention, qui s'inscrit dans le cadre des efforts du groupe visant à renforcer la coopération entre les secteurs industriel et académique et à s'ouvrir sur l'environnement économique et professionnel, a eu lieu, jeudi dernier au siège principal du groupe, situé dans la

commune de Mazagan. Ce partenariat permettra d'offrir des opportunités de formation pratique et de stages de terrain aux étudiants de l'école au sein des différentes unités du groupe industriel. A noter que le même groupe a conclu, la semaine dernière, une convention avec l'Institut national spécialisé de formation professionnelle Benzahra-Abdelkader de Mostaganem, dédiée au développement des compétences dans le domaine de l'électricité. En marge de la cérémonie de signature, le groupe industriel "GSB Electric" a également doté les stagiaires d'équipements pédagogiques professionnels leur permettant de bénéficier d'une expérience concrète reflétant la nature de leur futur métier. R.R

EL-MENIAA

RÉALISATION EN COURS DE DIVERS PROJETS DU SECTEUR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Plusieurs projets sont en chantier dans la wilaya d'El-Meniaa, dans le cadre du renforcement des structures de la Formation et de l'Enseignement professionnels et le renforcement des conditions d'accueil et d'encadrement des stagiaires, a-t-on appris samedi des services de la wilaya.

Ces projets comprennent la réalisation d'un Institut national spécialisé de la Formation professionnelle au niveau du pôle urbain de la commune de Hassi El-Gara, et le projet d'une ferme pilote dédiée à la formation professionnelle à Hassi El-Gara Est, destinée à renforcer le volet pratique des spécialités agricoles.

La nouvelle ville d'El-Meniaa accueille le siège de la Direction de la Formation professionnelle, un projet en cours de réalisation afin d'améliorer les conditions de travail et d'assurer une gestion plus efficace du secteur, ainsi que la reconstruction des Centres de formation professionnelle "Chahid Chebir Tayeb" dans la zone de Chérifate et "Chahid Brik Ahmed Ben Abdelkader" au quartier des Ouled Aïcha, dans la commune d'El-Meniaa.

Lors de l'inspection de ces projets, le wali d'El-Meniaa, Mokhtar Benmalek a instruit les responsables des entreprises de réalisation d'accélérer les travaux par le renforcement des chantiers en main-d'œuvre et en moyens, et de livrer ces installations dans les meilleurs délais.

Ces projets entrent dans le cadre des efforts visant à développer le secteur de la Formation professionnelle dans la wilaya, de répondre aux exigences du développement local et de contribuer à la qualification de la ressource humaine. R.R

ACHETER UN LOGEMENT EN SUISSE

UN RÊVE DE PLUS EN PLUS INACCESSIBLE

Devenir propriétaire est un objectif partagé par de nombreuses familles en Europe et partout dans le monde. Pourtant, dans plusieurs pays, ce rêve s'éloigne de plus en plus. Les prix augmentent, les loyers suivent la même tendance et les disparités entre régions s'accroissent.

Par Rihab Taleb

En Suisse, acheter une maison ou un appartement est devenu un luxe, souvent hors de portée, les prix des maisons individuelles ont progressé de près de cinq pour cent en un an et ceux des appartements en propriété par étage ont suivi la même évolution. Les taux d'intérêt bas encouragent les ménages à acheter plutôt qu'à louer, ce qui entretient la hausse. Les régions touristiques, notamment les stations alpines comme Zermatt ou Crans-Montana, connaissent une flambée spectaculaire des prix. La rareté du terrain et l'attrait des résidences secondaires renforcent cette montée. Seule la région lémanique a enregistré une légère baisse, mais cela reste une exception dans un marché globalement tendu.

En Belgique, la situation paraît plus stable, mais les grandes villes comme Bruxelles ou Anvers voient leurs prix augmenter régulièrement. Beaucoup de Belges sont propriétaires, mais pour les jeunes ménages, l'accès à la propriété devient de plus en plus difficile. Les loyers restent plus abordables qu'en Suisse, mais la qualité énergétique des logements pose problème. Une grande partie du parc immobilier est vieillissant, et le gouvernement insiste sur la rénovation et l'isolation. La Belgique se distingue donc par un enjeu majeur lié à la transition énergétique, plus que par une flambée des prix.

En Italie, le marché immobilier est



marqué par de fortes disparités régionales. Dans le nord, Milan ou Turin connaissent une hausse importante des prix, alors que le sud reste plus accessible. La tradition italienne veut que les familles possèdent leur logement, souvent transmis de génération en génération. Mais le vieillissement de la population et la faible mobilité résidentielle ralentissent le dynamisme du marché. Les zones touristiques côtières, comme la Toscane ou la Sicile, attirent beaucoup d'acheteurs étrangers, ce qui accentue les écarts entre régions. Ainsi, un appartement à Naples ou Palerme reste bien moins cher qu'à Milan ou Florence, ce qui traduit la fragmentation du marché italien.

Aux Pays-Bas, le logement est devenu un problème social majeur. Amsterdam, Rotterdam et Utrecht connaissent une hausse spectaculaire des prix, alimentée par une forte demande et une offre limitée. Le pays dispose d'un parc

social important et de règles pour limiter la spéculation, mais cela ne suffit pas. Beaucoup de ménages se tournent vers la location, faute de pouvoir acheter. Le gouvernement tente de construire plus de logements abordables, mais la demande dépasse largement l'offre. La pression démographique et la rareté du foncier expliquent cette situation, qui rend l'accès à la propriété particulièrement difficile.

L'évolution des prix en chiffres

En Suisse, le prix moyen d'une maison individuelle s'est établi autour de 1,2 million de francs suisses (environ 1,25 million d'euros), avec une hausse annuelle de 4,9 %. Les appartements en propriété par étage (PPE) ont suivi la même tendance, atteignant en moyenne 950 000 francs suisses (près de 990 000 euros). Dans les régions alpines touristiques comme Zermatt ou Crans-Montana, les prix dépassent

souvent 1,5 million de francs suisses (1,55 million d'euros), confirmant l'attrait des résidences secondaires et la rareté du foncier.

En Belgique, le prix moyen d'une maison familiale est d'environ 320 000 euros, avec une progression annuelle de 3 à 4 %. À Bruxelles, les appartements dépassent souvent 400 000 euros, ce qui rend l'accès difficile pour les jeunes ménages.

À Milan, le prix moyen d'un appartement atteint 500 000 euros, avec une hausse de plus de 6 % en 2025. À Rome, les prix se situent autour de 420 000 euros, tandis que dans le sud, à Naples ou Palerme, on trouve encore des logements autour de 200 000 à 250 000 euros, avec des hausses limitées à 2 %. Les zones touristiques côtières, notamment en Toscane, dépassent souvent 600 000 euros pour une maison.

À Amsterdam, le prix moyen d'un appartement a franchi la barre des 550 000 euros, avec une hausse supérieure à 7 % en 2025. À Utrecht, les prix avoisinent 480 000 euros, confirmant la pression démographique et la rareté de l'offre.

La comparaison entre ces quatre pays montre que la Suisse incarne la difficulté croissante d'accéder à la propriété dans un marché dominé par la rareté et l'attrait touristique, la Belgique met en avant des enjeux énergétiques et urbains, l'Italie reste marquée par la diversité territoriale et sa tradition de propriété familiale, Les Pays-Bas, enfin, souffrent d'une offre insuffisante malgré une régulation stricte.

Les causes varient d'un pays à l'autre, mais le résultat est le même, pour de nombreux ménages européens, devenir propriétaire est un rêve de plus en plus difficile à atteindre. La question du logement s'impose désormais comme un défi majeur pour les gouvernements, qui doivent trouver des solutions adaptées à leurs réalités nationales, qu'il s'agisse de réguler les prix, de stimuler la construction ou de favoriser la rénovation énergétique.

R.T

CUBA OUVRE SON MARCHÉ AGRICOLE À L'INITIATIVE PRIVÉE POUR ATTÉNUER UNE CRISE ÉCONOMIQUE PERSISTANTE

Par Nawal Bordji

À Cuba, un tournant majeur s'opère dans l'organisation de la distribution agricole, longtemps dominée de manière quasi exclusive par l'État. Dans un contexte marqué par une volonté affirmée d'assouplir le modèle économique, les autorités ont décidé d'élargir l'accès à la commercialisation des produits agricoles aux acteurs privés. Cette évolution s'inscrit dans une dynamique plus large de réformes visant à redonner de l'élan à une économie fragilisée et à améliorer l'approvisionnement des marchés.

Désormais, les agriculteurs indépendants, les coopératives, les petites et moyennes entreprises privées ainsi que les travailleurs exerçant à leur propre compte peuvent intervenir directement dans la mise en marché des produits agricoles. Cette mesure, officialisée par un texte réglementaire publié récemment au Journal officiel, rompt avec un système antérieur où l'État contrôlait l'essentiel des circuits de distribution, ne laissant aux producteurs que la possibilité d'écouler des surplus limités.

Avec cette nouvelle orientation, les opérateurs privés sont appelés à jouer un rôle d'intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs. Ils peuvent accéder sans restriction aux marchés de gros comme de détail, ce qui devrait favoriser une meilleure circulation des denrées, réduire certaines pénuries et introduire davantage de souplesse dans les mécanismes d'approvisionnement. Toutefois,

cette ouverture reste encadrée, puisque les autorités conservent la maîtrise des prix ainsi que le contrôle des exportations, afin de limiter les dérives et préserver l'équilibre interne.

Cette réforme intervient dans un contexte particulièrement préoccupant pour le secteur agricole. La production a connu un recul spectaculaire, estimé à plus de la moitié entre 2018 et 2023 selon les données du Centre d'études de l'économie cubaine de l'Université de La Havane. Cette chute s'explique par plusieurs facteurs conjugués, notamment le manque d'investissements, les difficultés d'approvisionnement en intrants et les rigidités d'un système longtemps centralisé.

Parallèlement, le pays traverse depuis plusieurs années une crise économique profonde. Les effets du renforcement des sanctions américaines, les limites structurelles de l'économie planifiée et les conséquences d'une réforme monétaire jugée inefficace ont fortement pesé sur la situation globale. À cela s'ajoutent des tensions sur l'énergie et des perturbations dans les circuits d'importation, accentuant les difficultés du quotidien pour la population. Face à ces défis, le gouvernement a engagé une série de mesures visant à introduire davantage de flexibilité dans l'économie nationale. Parmi celles-ci figure l'autorisation récente de créer des entreprises mixtes associant structures publiques et acteurs privés locaux, une initiative qui marque une évolution notable dans la conception du rôle du secteur privé.

Dans le même esprit, les autorités ont mis fin à

leur monopole sur l'importation de carburant, permettant désormais aux entreprises privées de s'approvisionner directement sur les marchés internationaux. Cette décision fait suite aux pressions exercées par les restrictions énergétiques imposées par les États-Unis, qui ont aggravé les pénuries et freiné l'activité économique.

Le retour du secteur privé, réhabilité en 2021 après plus d'un demi-siècle d'interdiction, constitue l'un des piliers de cette transformation. Depuis sa réintroduction, il n'a cessé de gagner en importance, contribuant à diversifier le tissu économique et à créer de nouvelles opportunités, malgré un environnement encore contraignant.

Enfin, les autorités ont également évoqué la possibilité d'ouvrir davantage l'économie aux investissements de la diaspora. Les Cubains vivant à l'étranger, en particulier ceux installés aux États-Unis, pourraient ainsi participer au développement du pays en créant ou en détenant des entreprises privées, même si les modalités juridiques de cette participation restent encore à préciser.

Dans ce contexte de transition, l'ouverture de la commercialisation agricole au secteur privé apparaît comme une étape supplémentaire vers un modèle plus hybride, où l'État conserve un rôle central tout en laissant davantage de place aux initiatives individuelles. Cette évolution, encore prudente, pourrait néanmoins contribuer à revitaliser un secteur clé et à répondre, au moins partiellement, aux difficultés d'approvisionnement que connaît l'île.

N.B

L'ONU ALERTE SUR LA POURSUITE DES VIOLENCES CONTRE LES CIVILS À GHAZA

VOLKER TÜRK DÉNONCE UNE CRISE HUMANITAIRE

Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme a condamné les violences continues dans la bande de Ghaza, soulignant la gravité de la situation humanitaire et l'absence de protection pour les civils palestiniens.

Par Hamida Indja

Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme à Ghaza, Volker Türk, a fermement condamné les violences et les massacres visant les Palestiniens dans la bande de Ghaza. Cette déclaration intervient six mois après l'entrée en vigueur, le 10 octobre, d'un cessez-le-feu qui reste fragile et insuffisant pour protéger les civils.

Dans un communiqué publié vendredi, Volker Türk a dénoncé une situation très grave. Il a affirmé que la poursuite des morts traduit un manque de respect pour la vie des Palestiniens et a également expliqué que cette situation est facilitée par une impunité qui permet à cette violence de se poursuivre.

Selon les chiffres du ministère de la Santé de Ghaza, a indiqué M. Türk, depuis le début du mois d'avril, au moins 32 Palestiniens ont été tués par les forces sionistes. Il a également souligné que, depuis plusieurs jours, des personnes continuent d'être tuées et blessées dans des endroits où elles sont censées être en sécurité, comme leurs maisons, des abris, les tentes des familles déplacées, dans les rues, dans des véhicules, mais aussi dans des centres médicaux et même dans des écoles.

Le responsable onusien a également évoqué des cas précis, comme le meurtre d'un travailleur sous contrat avec l'Organisation mondiale de la



santé, ainsi que celui d'un journaliste quelques jours plus tard. Il a insisté sur le fait que le nombre de journalistes et de travailleurs humanitaires tués à Ghaza est très élevé et sans précédent, ce qui rend la situation encore plus difficile pour la population civile.

D'après lui, il a également dénoncé la poursuite des restrictions sionistes qui empêchent l'acheminement de l'aide humanitaire aux Palestiniens, ainsi que la destruction des infrastructures civiles. Il a expliqué que les Palestiniens vivent dans des conditions très difficiles, sans moyens de subsistance, ni sécurité ni protection, que ce soit dans leurs maisons ou ailleurs, soulignant que cette situation ne correspond pas à l'exis-

tence d'un véritable cessez-le-feu.

Il a rappelé que, durant les six derniers mois, plus de 700 Palestiniens ont été tués et plus de 2 000 blessés, selon le ministère de la Santé à Ghaza. Selon M. Türk, la communauté internationale doit agir rapidement. Il a insisté sur la nécessité de mettre fin aux violations du droit international, de demander des comptes aux responsables et d'aider les Palestiniens à reconstruire leurs maisons et leur vie.

Enfin, d'après les autorités sanitaires palestiniennes, le bilan reste très lourd, avec plus de 72 317 blessés, touchant en grande majorité les femmes et les enfants, depuis le 7 octobre 2023.

H I

FACE À LA PÉNURIE ÉNERGÉTIQUE ET ALIMENTAIRE GHAZA VIT UNE HORRIBLE CRISE HUMANITAIRE

Par Ikram Haou

Vu la situation actuelle et les conditions humanitaires désastreuses auxquelles sont confrontés les habitants de Ghaza, notamment une grave pénurie de fournitures de cuisine et la rareté du carburant, l'état de manque de matériel de cuisine est devenu une priorité absolue pour l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). Selon l'agence, cette pénurie aggrave encore les difficultés liées à la préparation des repas, sans parler de la hausse continue des prix. Par conséquent, assurer sa subsistance est devenu un fardeau immense pour les familles palestiniennes, les femmes et les enfants, et cela plus de deux ans après les agressions sionistes dévastatrices sur la bande de Ghaza. L'UNRWA affirme que la pénurie de ces produits essentiels est la principale cause de la flambée des prix à Ghaza. Les cuisines ont pour la plupart disparu et sont remplacées par de simples réchauds artisanaux alimentés par des morceaux de bois ou d'autres matériaux combustibles récupérés. Les femmes sont désormais contraintes de travailler sans relâche pour ramasser du bois à la main, dans une atmosphère enfumée, ce qui les rend plus vulnérables aux maladies respiratoires. Selon l'UNRWA, le fardeau physique et psychologique qui pèse sur les femmes et les filles de Ghaza s'alourdit chaque jour, sans perspective d'amélioration. Cela l'a incitée à intensifier ses appels à trouver des solutions pour mettre fin à cette véritable tragédie. Rappelant que l'agence de presse turque Anadolu a déclaré auparavant que, en l'absence de tous les produits de première nécessité dans ce territoire habité par environ 2,2 millions de personnes, des pratiques de vie primitives ont commencé à se répandre parmi les Gazaouis, où les poêles à bois sont devenus la principale source d'énergie pour cuisiner, faire du pain et se chauffer, a-t-elle indiqué. En outre, la souffrance des Palestiniens pour assurer une cuisine de subsistance est confirmée par la recherche scientifique de M. Kirk R. Smith, professeur de sciences de l'hygiène de l'environnement à l'Université de Californie, Berkeley, aux États-Unis, publiée par la

« Food and Agriculture Organization ».

Plusieurs effets sur la santé ont été observés à maintes reprises chez les ménages qui utilisent des biocombustibles, lesquels, dans la majorité des cas, comprennent du bois ou en sont entièrement constitués. On constate notamment les effets suivants :

Des infections aiguës des voies respiratoires inférieures (pneumonie) chez les enfants en bas âge, principal facteur de mortalité infantile mondiale et maladie causant la plus grande perte d'années de vie dans le monde ;

Une maladie respiratoire obstructive chronique, comme la bronchite chronique et l'emphysème, chez les femmes adultes ayant cuisiné de nombreuses années sur des fourneaux à combustible solide sans ventilation. La pénurie de gaz de cuisine et d'électricité contraint les déplacés à utiliser des feux ouverts, du bois, du carton, voire des mélanges artisanaux dangereux (plastique/carburant) pour cuisiner, entraînant des incendies dévastateurs sous les tentes et de graves problèmes respiratoires. Ces méthodes de survie causent des brûlures, des intoxications et des drames quotidiens dans des conditions de vie précaires. Notant que l'utilisation de feux ouverts provoque d'autres problèmes, outre les maladies respiratoires, car le feu attire l'attention de l'armée sioniste, et de nombreuses personnes ont été prises pour cible parce qu'elles avaient allumé un feu la nuit. À cet égard, on peut conclure que l'instabilité des accès, l'ampleur des destructions, la famine et l'effondrement du système de santé, dus au manque de matériaux de vie essentiels, font de la crise un « cauchemar » nécessitant une solution diplomatique durable. Il convient de noter que la pénurie de gaz et la hausse des prix ont également provoqué des perturbations dans l'approvisionnement de tous les autres produits de première nécessité et de divers services, affectant notamment les agriculteurs, les boulangeries et les transports. Cette crise menace l'approvisionnement en pain et fait grimper les prix des produits essentiels, impactant le quotidien de la population, qui est déjà dans une situation de détresse absolue.

I.H

CISJORDANIE OCCUPÉE LE MAE PALESTINIEN CONDAMNE LE MASSACRE COMMIS PAR L'ARMÉE SIONISTE DANS LE CAMP DE BUREIJ

Le ministère palestinien des Affaires étrangères a condamné le massacre commis samedi par les forces d'occupation sioniste dans le camp de Bureij, au centre de la bande de Ghaza, faisant 7 martyrs et plusieurs blessés. Dans un communiqué cité par des médias palestiniens, le ministère palestinien a souligné que "l'entité sioniste, la puissance occupante, exploite le cessez-le-feu et se soustrait à ses devoirs en mettant en œuvre ses projets d'expansion".

Il a affirmé que "ces crimes en cours reflètent une nature criminelle enracinée dans le système d'occupation sioniste et son gouvernement extrémiste, et révèlent une politique fondée sur l'impunité", soulignant que "les responsables de l'occupation et tous ceux qui sont impliqués dans ces massacres porteront la responsabilité juridique et pénale devant les tribunaux internationaux compétents". Condamnant l'attitude complaisante de la communauté internationale observée jusqu'ici à l'encontre des actes de l'occupant sioniste, le ministère palestinien a appelé à "une action internationale sérieuse et concrète pour fournir d'urgence une protection internationale aux civils et poursuivre une solution politique véritable pour mettre en œuvre les droits des Palestiniens, y compris l'indépendance de l'Etat de Palestine avec El Qods-Est comme capitale".

RI

ACTUALITÉS INTERNATIONALES

TRAINS À GRANDE VITESSE

LA CHINE CHAMPIONNE TOUTES CATÉGORIES

La Chine, déjà en tête de la grande vitesse ferroviaire, prépare une nouvelle révolution avec le CR450. Ce prototype, capable d'atteindre 400 km/h en service commercial, promet de creuser l'écart avec le reste du monde et de confirmer l'ambition de la Chine de dominer le secteur ferroviaire.

Par Yakout Abina

La Chine, déjà dotée du service ferroviaire le plus rapide au monde, prévoit de mettre en service une nouvelle génération de trains capables de circuler à 400 km/h, dépassant de 80 km/h la vitesse commerciale du TGV français. À l'échelle mondiale, le record absolu reste détenu par le Maglev japonais, un train à sustentation magnétique ayant atteint 603 km/h lors d'essais. Sur rails classiques, c'est le TGV qui conserve la marque historique avec 574,8 km/h. Toutefois, pour un fonctionnement commercial, sa vitesse est



limitée à 320 km/h. Le pays teste actuellement un prototype de la famille Fuxing, baptisé CR450, conçu pour atteindre une vitesse commerciale de 400 km/h et une pointe de 450 km/h. Ce modèle viendra remplacer l'actuel CR400, qui est limité actuellement à 350 km/h.

La chaîne de télévision CCTV a diffusé sur YouTube une vidéo du prototype, dévoilant les avancées

technologiques qui le distinguent. Les ingénieurs qui accélèrent la cadence sur le projet, ont indiqué avoir introduit des changements structurels et recours à des matériaux innovants, tels que des composites en fibre de carbone et des alliages de magnésium, ce qui a abouti à un train plus léger, mais aussi plus robuste, capable de résister aux vitesses extrêmes.

Pour atteindre de telles vitesses, les ingénieurs chinois ont dû relever un défi majeur, en réduisant au maximum la résistance de l'air. Le bogie, situé sous le train, a ainsi été recouvert afin d'optimiser l'aérodynamisme. Le nouveau modèle CR450 fonctionne grâce à un système innovant à aimant permanent et embarque plus de 4000 capteurs. Les concepteurs affirment également avoir réussi à diminuer le bruit généré par le train, une avancée cruciale pour le confort des passagers et l'intégration dans les zones urbaines.

Étant actuellement le seul pays à exploiter des trains sur rails circulant à 350 km/h, la Chine s'apprête à élargir son catalogue avec le CR450. Ce modèle, lui offrira une avance très large sur le reste du monde. Le train a déjà passé des évaluations à l'arrêt et des essais à basse vitesse. Les prochaines étapes incluent des tests à des vitesses plus élevées, avant une entrée en production annoncée pour cette année. Les autorités chinoises visent une mise en service rapide, confirmant leur volonté de rester en tête de la course mondiale à la grande vitesse ferroviaire.

Y.A

JOURNÉE INTERNATIONALE DU VOL SPATIAL HABITÉ IL Y A 65 ANS, YOURI GAGARINE...

Par Ikram Haou

Plus d'un demi-siècle (65 ans) s'est écoulé depuis le lancement du premier voyage dans l'espace, le premier vol de l'histoire entrepris par Youri Gagarine, cosmonaute soviétique né en Russie, à bord d'un vaisseau spatial Vostok 1. Ce vol lui a permis d'atteindre l'orbite terrestre à une altitude d'environ 327 kilomètres en 108 minutes environ, inscrivant ainsi son nom au sommet de la liste des cosmonautes. La rivalité russo-américaine pour les plus grandes réussites économiques, scientifiques et technologiques a toujours existé. Le domaine d'études et de recherche spatiale a également fait l'objet d'une attention particulière et d'une intense compétition entre l'Union soviétique et les États-Unis, chaque pays cherchant à réaliser des exploits spatiaux toujours plus importants. Dans les années 1950, l'Union soviétique a lancé un ambitieux programme spatial visant à envoyer un homme dans l'espace. Youri Gagarine a été choisi comme premier candidat pour mener à bien cette mission, parmi de nombreux prétendants. Il a suivi un entraînement intensif pour faire face à la faible pression due à l'absence de gravité, ainsi que d'autres formations, de sorte qu'il a été décidé de l'envoyer en mission spatiale à bord du vaisseau spatial Vostok 1, à un moment où l'Union soviétique enregistrait une avancée qualitative qui précédait les États-Unis d'Amérique, et où Youri Gagarine a également inscrit son nom dans l'histoire, comme le premier cosmonaute.

Cette mission, et plus particulièrement le retour réussi de Youri Gagarine sur Terre, a ouvert une nouvelle voie et des horizons prometteurs, marquant un tournant majeur dans l'histoire de l'exploration spatiale. On pense généralement que Gagarine a été choisi parmi d'autres candidats en raison de sa vaste expérience dans le domaine. Ingénieur, pilote et parachutiste, il possédait à l'époque les compétences et la lucidité nécessaires pour entreprendre cette mission inédite et éprouvante. Grâce à sa formation, il était capable de gérer la pression. Après la mission de Youri

Gagarine, l'exploration spatiale est devenue une priorité absolue pour le monde entier, englobant la recherche scientifique, les inventions, de nombreux vols spatiaux habités, de nouvelles explorations spatiales, et bien plus encore. Tout cela se déroulait dans un contexte de compétition entre l'Union soviétique et les États-Unis.

La réaction des États-Unis au vol spatial de Youri Gagarine en 1961 fut à la fois surprenante et alarmante. Les États-Unis furent déconcertés par l'exploit de l'Union soviétique, car ils s'attendaient à être les premiers à envoyer un homme dans l'espace. Cette performance suscita une vive inquiétude aux États-Unis, qui y virent une menace pour leur sécurité nationale et leur supériorité technologique. En conséquence, les États-Unis décidèrent d'accroître leurs investissements dans leur propre programme spatial, lançant le programme Apollo, dont l'objectif était d'envoyer un homme sur la Lune. Cet objectif fut atteint grâce à la mission de Neil Armstrong. Les États-Unis et l'Union soviétique se lancèrent dans la course à l'espace, chacun s'efforçant de réaliser des avancées spatiales significatives. Le président américain John F. Kennedy appela à une coopération spatiale entre les deux nations, mais cette collaboration ne se concrétisa pas pendant longtemps. Ainsi, on peut dire qu'après le premier vol spatial de Gagarine, effectué par l'Union soviétique, l'espace devint un terrain majeur de compétition technologique, notamment avec les États-Unis, puis avec de nombreuses autres nations. Gagarine écrivit plus tard un livre sur son voyage, intitulé « La Route de l'espace », publié en 1962, dans lequel il décrivait ses expériences dans l'espace, son entraînement et les préparatifs du vol.

Rappelons que la Journée internationale du vol spatial habité a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2011, à l'occasion du 50e anniversaire du premier vol spatial habité de Youri Gagarine. L'idée était de commémorer cet événement historique et de promouvoir l'exploration spatiale pacifique.

I.H

SAMSUNG TOURNE LA PAGE DE SA MESSAGERIE HISTORIQUE UNE TRANSITION STRATÉGIQUE VERS GOOGLE MESSAGES

Par Salim Nait Ouguelmim

Une étape marquante de l'histoire des smartphones Galaxy s'achève. Samsung mettra définitivement fin à son application de messagerie native en juillet 2026 et invite l'ensemble de ses utilisateurs à adopter Google Messages. Pour le moment, l'annonce concerne officiellement le marché américain, mais il semble peu probable que l'Europe ne soit pas concernée. Cette orientation n'est pas réellement surprenante : depuis la sortie du Galaxy S21 en 2021, Google Messages gagnait progressivement du terrain sur les appareils Galaxy, jusqu'à devenir la solution de messagerie par défaut sur les modèles récents.

En pratique, dès juillet 2026, Samsung Messages cessera de fonctionner sur les appareils équipés d'Android 12 ou d'une version ultérieure. L'envoi et la réception de SMS deviendront alors impossibles, à l'exception des messages destinés aux services d'urgence ou aux contacts d'urgence enregistrés sur le téléphone. L'application disparaîtra également du Galaxy Store et ne pourra plus être téléchargée. Les détenteurs d'un Galaxy S26 le constatent déjà, puisqu'elle n'y est plus accessible. Seuls les appareils fonctionnant sous Android 11 ou une version antérieure ne sont, pour l'instant, pas concernés par cette évolution.

Ce changement s'inscrit dans un partenariat technologique qui offre plusieurs améliorations. En adoptant Google Messages, Samsung souhaite notamment favoriser l'essor du protocole RCS, successeur moderne du SMS, permettant l'envoi d'images et de vidéos en haute qualité, l'affichage des accusés de lecture ainsi que des indicateurs de saisie en temps réel. L'application propose aussi des filtres anti-spam et un dispositif de détection des tentatives de fraude reposant sur l'intelligence artificielle, renforcé par Gemini.

Les utilisateurs profitent également de suggestions de réponses automatiques, d'outils d'édition d'images intégrés aux conversations et d'une synchronisation fluide entre smartphone, tablette et montre connectée. Par ailleurs, la suppression automatique des messages contenant des codes à usage unique après 24 heures améliore la sécurité des échanges.

Afin d'accompagner cette transition, Samsung recommande officiellement d'adopter Google Messages comme application de messagerie principale pour garantir une expérience cohérente sur Android. Le passage s'effectue rapidement : après téléchargement et ouverture de l'application, il suffit d'accepter sa définition comme service SMS par défaut. Sur certaines versions comme Android 13, l'icône ne s'ajoute toutefois pas automatiquement à l'écran d'accueil et doit être déplacée manuellement.

Cette mutation n'est pas sans conséquence pour certains équipements plus anciens. Les montres connectées fonctionnant sous Tizen, commercialisées avant la Galaxy Watch 4, ne sont pas compatibles avec Google Messages. Elles ne pourront plus afficher l'historique complet des discussions, même si l'envoi et la réception de nouveaux messages resteront possibles.

S.N.O

MIGRER À CAUSE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE UN PHÉNOMÈNE PEU CONNU

Au Burkina Faso, la baisse des rendements agricoles fragilise des milliers de familles rurales. Entre sécheresses, pluies imprévisibles et sols appauvris, beaucoup se tournent vers la migration pour assurer leur survie. Une étude récente détaille ce phénomène et montre comment le climat, sans être l'unique cause, en est un facteur aggravant.

Par Chaimaa Sadou

Dans les plaines du Burkina Faso, les agriculteurs observent aujourd'hui un profond changement de leur environnement. Là où les saisons semblaient autrefois plus régulières, les pluies s'interrompent brutalement, reviennent trop tard ou tombent trop fort. Les sols, déjà éprouvés par des années d'exploitation, deviennent vulnérables face à ces variations. Ces conditions ne sont pas nouvelles, mais elles s'intensifient. Les familles rurales, majoritairement dépendantes de l'agriculture pluviale, ont du mal à y faire face.

Une étude publiée en mars 2026 dans la revue scientifique PLOS Climate met en évidence un lien direct entre la baisse des rendements agricoles et l'augmentation des migrations internes au Burkina Faso. Les chercheurs précisent ne pas attribuer ces baisses uniquement au changement climatique. Ils soulignent cependant qu'elles coïncident fortement avec des conditions météorologiques plus instables : sécheresses plus fréquentes, précipitations plus irrégulières, températures élevées. Ces phénomènes, observés depuis plusieurs décennies en Afrique subsaharienne, sont considérés par les experts du climat comme des effets probables du réchauffement global.

Entre 1994 et 2016, les scientifiques ont suivi près de 196 320 habitants de la région de Nouna, dans la province de la Kossi. Leur constat est clair : lorsque les récoltes baissent, les départs augmentent. Ce sont principalement les hommes, considérés comme responsables du revenu familial, qui quittent leur village en premier. Les ménages les plus pauvres sont également les plus touchés, car ils n'ont ni réserves financières, ni stocks alimentaires pour traverser une mauvaise année agricole. Leur seule issue est souvent un départ vers une zone plus fertile ou vers une ville où l'on peut espérer trouver un emploi salarié.

« Lorsque les récoltes sont mauvaises, les ménages sont confrontés à des difficultés alimentaires et financières. Certains habitants partent pour y faire face », explique Patricia Nayna Schwerdtle, coautrice de l'étude.

Le témoignage d'Issa Ouédraogo, agriculteur du Yatenga, illustre ce phénomène. Il explique avoir vu sa récolte décliner au fil des années à cause des sécheresses répétées. « Avant, la saison était bien marquée. On savait quand préparer les champs. Maintenant, la pluie vient quand elle veut », raconte-t-il. Face à cette réalité, il a choisi de migrer vers Léo, dans la province de la Sissili, où la terre est plus généreuse. Cette expérience n'est pas isolée. Abdoulaye Sawadogo, originaire de la province du Bam, décrit un parcours similaire : une terre devenue trop pauvre, des rendements insuffisants et la nécessité de recommencer ailleurs.

Ces départs ne traduisent pas seulement une fragilité, mais une stratégie d'adaptation. Dans de nombreux cas, la migration permet aux familles d'assurer un revenu complémentaire, d'obtenir un soutien financier d'un membre du foyer ou de trouver un environnement agricole plus favorable. Les chercheurs soulignent que ceux qui ont déjà migré une première fois repartent plus facilement. Ils maîtrisent mieux les réseaux de déplacement, les lieux d'accueil et les opportunités professionnelles.

Toutefois, les migrations internes ont aussi des conséquences lourdes sur les territoires. Dans les régions de départ, la main-d'œuvre diminue, ce qui fragilise encore plus le secteur agricole local. Les champs sont moins entretenus, la productivité baisse, et la pression sur les ressources



déjà limitées devient plus forte. Dans certaines zones, cette diminution de la population peut néanmoins entraîner un léger répit pour les écosystèmes. Ils subissent alors moins de déboisement et une moindre pression sur les sols. Les impacts sont donc complexes, parfois contradictoires.

Les régions d'accueil, quant à elles, voient leur population augmenter rapidement. À mesure que de nouveaux arrivants s'installent en quête de terres cultivables ou d'emplois, la pression sur les forêts, les ressources en eau et les infrastructures s'intensifie. Certains villages, déjà marqués par des tensions autour des terres entre agriculteurs et éleveurs, voient ces conflits s'aggraver. Les chercheurs alertent sur le risque de voir ces tensions s'étendre si la mobilité interne n'est pas accompagnée de politiques adaptées.

Selon les projections du GIEC, l'Afrique subsaharienne pourrait compter entre 17 et 40 millions de migrants internes d'ici 2050 en cas de réchauffement de 1,7 °C, et jusqu'à 86 millions si les températures augmentent davantage. Le Burkina Faso, dont une large part de la population dépend de l'agriculture, figure parmi les pays les plus exposés à cette dynamique.

Pour réduire les migrations subies et renforcer la résilience des agriculteurs, plusieurs pistes existent. La gestion améliorée de la fertilité des sols, l'agroforesterie, l'utilisation d'engrais organiques ou encore la plantation d'arbres fertilisants peuvent redonner de la force aux terrains appauvris. L'amélioration des routes rurales permettrait aussi d'accéder plus facilement aux marchés, d'acheter des intrants ou de vendre des produits agricoles à meilleur prix. Les techniques de collecte des eaux de pluie, l'irrigation goutte-à-goutte et les subventions ciblées aux ménages les plus pauvres figurent également parmi les solutions recommandées.

Méconnaissance des innovations

Le renforcement des services de vulgarisation agricole apparaît comme un levier essentiel. Beaucoup d'agriculteurs ne connaissent pas les innovations disponibles ou n'y ont pas accès. Leur fournir des formations sur les pratiques résilientes, la technique anti-érosion ou les semences résistantes à la sécheresse pourrait limiter les pertes et encourager les jeunes à rester au village. Les chercheurs insistent également sur la nécessité de rendre l'information climatique plus accessible. Des prévisions

fiabiles et régulières aideraient les paysans à choisir les bons moments pour semer, irriguer et récolter.

Le Plan national d'adaptation au changement climatique, adopté en 2015, intègre déjà certaines de ces priorités. Mais de nombreux agriculteurs ignorent son existence. En revanche, beaucoup reconnaissent avoir bénéficié, au moins une fois, d'une distribution de semences améliorées. Cela montre que certaines mesures commencent à atteindre les villages, même si le chemin reste long.

Le défi n'est pas seulement agricole : il est aussi social. L'alimentation des enfants scolarisés fait partie des enjeux majeurs liés aux baisses de rendement. Dans les zones rurales, les repas pris à la maison dépendent directement des récoltes. Lorsque celles-ci diminuent, la qualité nutritionnelle des repas baisse. Les enfants arrivent à l'école affaiblis, moins concentrés, parfois affamés. Cette situation affecte leur capacité à mémoriser les cours, à participer et à réussir. Offrir une alimentation régulière et suffisante aux élèves est donc indispensable pour briser le cycle qui relie pauvreté alimentaire, échec scolaire et migrations futures.

Vraie stratégie d'adaptation

Enfin, les chercheurs appellent que la migration n'est pas qu'une fatalité. Bien encadrée, elle peut devenir une vraie stratégie d'adaptation. Ils plaident pour une mobilité plus sûre, grâce à des documents d'état civil, une protection sociale portable d'une région à l'autre et des formations professionnelles accessibles aux populations rurales. La coopération entre les régions, le partage des données climatiques et une planification territoriale plus solide seraient également nécessaires pour anticiper les effets des déplacements internes dans les prochaines décennies.

Le Burkina Faso se trouve aujourd'hui à un tournant décisif. Les baisses de rendement agricole, aggravées par une météo instable, poussent un nombre croissant de familles rurales à migrer. Pour faire face, il est essentiel de renforcer la résilience agricole, d'améliorer l'accès à l'information climatique, d'offrir des alternatives économiques et de garantir une alimentation correcte aux enfants. La migration peut être un moyen de survie, mais elle doit être accompagnée pour devenir une véritable stratégie d'adaptation.

NOTRE RELIGION

M. BELMEHDI INAUGURE DE NOUVELLES MOSQUÉES ET ÉCOLES CORANIQUES À MÉDÉA

Le ministre des Affaires religieuses et des wakfs, Youcef Belmehti a inauguré samedi à Médéa de nouvelles mosquées et des écoles coraniques lors d'une visite de travail à la wilaya.

M. Belmehti a entamé sa visite dans la wilaya de Médéa par l'inauguration de la mosquée "El-Qods", dans la commune de Benchicao, d'une capacité d'accueil de 1200 fidèles, puis la mosquée "Omar Ibn El-Khettab", localisée à Ain-Boucif qui peut accueillir plus de 5000 fidèles.

Il a également procédé à l'inauguration de deux écoles coraniques, l'une située à El-Omaria, dotée de salles de classes, d'une aile pour l'hébergement des apprenants, d'un réfectoire et d'une salle de conférences.

La seconde école coranique est implantée dans la commune d'Ouled Brahim qui dispose de salles d'apprentissage du Coran et de lecture, d'une bibliothèque et d'une salle de prière. Cette école accueille actuelle-



ment près de 470 apprenants (filles et garçons) issus de cette commune, en plus d'un effectif de 114 inscrits pour les cours d'alphabétisation.

Dans la commune de Bouskène, le ministre a visité le chantier d'un projet de construction d'une mosquée d'une capacité d'accueil de 2800 fi-

dèles, dotée de plusieurs salles pour l'apprentissage et la lecture, qui affiche un taux d'avancement des travaux estimé à 30%, selon les explications fournies sur place par le directeur des équipements publics.

Le ministre des Affaires religieuses a invité, lors de sa visite, les responsables du secteur à faciliter l'accès des élèves et des étudiants aux écoles coraniques ouvertes ce jour, et celles déjà existantes afin de permettre à cette catégorie de profiter aussi de l'apprentissage dispensé au sein de ces établissements.

Lors d'une rencontre organisée à l'école coranique d'El-Omaria avec les cadres du secteur, M. Belmehti a mis en avant le rôle et l'apport des écoles coraniques et des lieux de culture dans la préservation de l'identité algérienne, pendant l'occupation et jusqu'à nos jours. Il a estimé que ces établissements sont "des lieux de rayonnement qui ont contribué à façonner notre identité, sauvegarder notre référent religieux, comme ils ont pour mission, aujourd'hui, de participer à préserver notre société des fléaux sociaux et véhiculer un message de paix et de concorde".

R.S

HADJ 2026

LANCEMENT CE DIMANCHE DE LA RÉSERVATION EN LIGNE DES CHAMBRES D'HÔTEL À LA MECQUE

L'opération de réservation en ligne des chambres d'hôtel à La Mecque pour le hadj 2026 débutera, dimanche à midi, pour les pèlerins inscrits auprès de l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO), a indiqué samedi un communiqué de l'Office.

"L'opération de réservation en ligne des cham-

bres d'hôtel à La Mecque débutera, dimanche 12 avril 2026 à midi, pour les vols prévus du 29 avril au 10 mai 2026, via le portail algérien du hadj +https://bawabetelhadj.dz+ et l'application +Rakb Alhajj+", précise la même source, ajoutant que l'opération de réservation des chambres pour les vols restants sera programmée progressivement.

L'ONPO rappelle aux pèlerins que l'ouverture de leurs comptes sur l'application +Rakb Alhajj+ s'effectue avec les mêmes données d'accès que celles utilisées sur le portail algérien du hadj, les invitant à suivre les pages officielles et à se conformer aux orientations et instructions.

R.S

EDUCATION NATIONALE

DISTINCTION DES LAURÉATS DE LA PREMIÈRE ÉDITION DU CONCOURS NATIONAL DE L'INNOVATION SCOLAIRE

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Mohammed Seghir Sadaoui, a présidé, samedi au Pôle scientifique et technologique Chahid Abdelhafid-Ihaddaden de Sidi Abdallah (Alger), la cérémonie de distinction des lauréats de la première édition du Concours national de l'innovation scolaire. La cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Noureddine Ouadah, de la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mme Nacima Arhab, et de représentants de plusieurs institutions et instances officielles et nationales.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre de l'Éducation nationale a précisé que ce concours, organisé sous le thème "L'innovation en robotique", traduit "les efforts déployés pour la prise en charge et le développement des aptitudes des élèves, en leur ouvrant de larges perspectives pour contribuer à l'édification d'une société de la connaissance prospère", faisant savoir que "742 projets ont participé à cette première édition, dont 132 présentés par des élèves du primaire, 382 par des élèves de l'enseignement moyen et 228 par des élèves du secondaire".

Ce concours vise à "renforcer la culture de l'innovation au sein des établissements scolaires, en encourageant les élèves à dépasser les solutions traditionnelles et à explorer des horizons scientifiques et technologiques plus vastes", a-t-il souligné.

Il s'agit également à travers cette démarche de "transformer les idées en solutions concrètes au service de la société et de l'éco-

nomie nationale", a-t-il ajouté. Le secteur "œuvre, en coordination avec l'ensemble des acteurs concernés, à encadrer les projets remarquables et à les faire bénéficier des incubateurs, tout en encourageant la création de clubs scientifiques et de clubs de robotique et d'intelligence artificielle dans les établissements éducatifs", a poursuivi le ministre, indiquant qu'il existe actuellement "12.574 clubs, dont 95 de robotique et 99 d'intelligence artificielle". Il a, à ce titre, annoncé le lancement officiel de la plateforme numérique intégrée, dans le cadre des efforts de simplification des procédures administratives, complétant ainsi le système des inscriptions numériques, qui englobe désormais les inscriptions en classes préparatoires et en première année primaire, outre la gestion numérique des absences des élèves par le service pédagogique et l'espace dédié aux parents.

Concernant le concours, le premier prix dans le cycle primaire a été décerné à l'élève Zeka Mohamed Islam pour son projet de fauteuil roulant intelligent. Dans le cycle moyen, le premier prix a été attribué à Meziani Seif El Islam pour son projet de main robotique, tandis que dans le secondaire, le premier prix est revenu aux élèves Zakaria Abdeddaim, Ahmed Khelifi, Ritaj Lyane Djellab, Fatima Hamrat et Chada Boubekeur pour un projet collectif de robot monobras.

La cérémonie a également été marquée par la distinction des élèves lauréats de la 7e édition de l'Olympiade de mathématiques (OFM 2026), qui s'est déroulée récemment à Djibouti.

R.S

CINÉMA

PREMIER TOUR DE MANIVELLE D'UN FILM DOCUMENTAIRE SUR LE CHANTEUR LOUNIS AIT MENGUELLET

Le premier tour de manivelle d'un film documentaire consacré à l'œuvre et à la vie du poète et chanteur Lounis Ait Menguellet, a été donné samedi à Tizi-Ouzou, en présence de l'artiste, des membres de sa famille et de ses amis.

Il s'agit d'un film documentaire de 120 minutes retraçant le parcours du poète et monument de la chanson algérienne tout au long d'une carrière artistique exceptionnelle entamée en 1966.

"C'est un opus qui utilisera beaucoup d'archives et de témoignages inédits, dont nous espérons finir le travail et présenter à l'occasion du soixantenaire de la carrière de l'artiste", a déclaré sa fille, Hayet, réalisatrice du documentaire, avec son frère Djaâfar.

"Au-delà du père, Lounis Ait Menguellet est aussi un artiste que nous apprécions pour son œuvre et sa poésie", a-t-elle indiqué, ajoutant que "c'est un devoir et une fierté pour nous de réaliser ce documentaire".

Le tournage, a-t-elle précisé, "s'étalera sur 12 semaines, auxquelles il faudrait ajouter le temps nécessaire pour le montage du produit qui sera présenté, au plus tard, au courant du premier semestre de l'année prochaine".

Le réalisateur Yazid Arab, conseiller artistique auprès des deux réalisateurs, a souligné que ce documentaire qui relève du "cinéma du réel", interroge, au-delà de la personnalité publique, les passions, les loisirs et tout ce qui nourrit l'inspiration de ce monument de la culture.

R.S

AGO DE LA FAF

ADOPTION À L'UNANIMITÉ DES BILANS MORAL ET FINANCIER DE L'EXERCICE 2025

Les membres de l'Assemblée générale de la Fédération algérienne de football (FAF), réunis samedi au Cercle National de l'Armée à Beni-Messous (Alger) en session ordinaire (AGO), ont adopté à l'unanimité les bilans moral et financier de l'exercice 2025.

La session ordinaire qui a vu la présence de 81 membres, a débuté par une minute de silence à la mémoire de l'ancien président de la République, le moudjahid Liamine Zeroual, et plusieurs personnalités sportives ayant servi le football algérien.

Les travaux de l'AG ont été précédés par la traditionnelle cérémonie de remise des distinctions honorifiques aux personnalités sportives ayant consacré leur carrière au service du football national.

Le ministre des Sports et président de la Fédération algérienne de football (FAF), Walid Sadi, accompagné par Mustapha Berraf, président de l'Association des Comités Nationaux olympiques africains (ACNOA), a remis des distinctions à Abdelhakim Serrar, ancien international et président de l'ES Sétif, Abdenour Kaoua, ancien gardien international du MC Alger et Abdelkader Horr, ancien défenseur international du DNC d'Alger.

Des distinctions honorifiques ont été également remises à Messaoud Koussa, ancien arbitre international, Lakhdar Berriche et Benyoucef Ouadia, anciens journalistes de la télévision algérienne.

Deux autres personnalités sportives ont été également honorées à titre posthume. Il s'agit de Noureddine Boulefaat, l'ancien président de la Ligue Inter-régions de football, et El Amri Benhamidouche, ancien président de la Ligue de football de la wilaya de M'Sila.

Les membres de l'AG ont pro-



fité de cette occasion pour envoyer un message de courage et de soutien à l'arbitre international, Youcef Gamouh et ont tenu à lui adresser leurs vœux de prompt rétablissement.

Les personnalités concernées ont été honorées par des maillots de la sélection algérienne de football floqués de leurs noms respectifs.

Les membres de l'AG ont procédé ensuite à l'adoption, à l'unanimité, des bilans moral et financier de l'exercice 2025, le budget prévisionnel de l'année 2026 ainsi que le nouveau système de compétition qui entrera en vigueur la saison 2027-2028.

En marge des travaux qui se sont déroulés à huis clos, le pré-

sident de la FAF s'est félicité de l'adoption à l'unanimité des bilans moral et financier de l'exercice 2025, les prévisions budgétaires de l'année 2026, ainsi que le nouveau système de compétition.

"Les travaux de l'AG se sont déroulés dans de très bonnes conditions avec l'adoption des bilans moral et financier de l'exercice 2025, mais également du nouveau système de compétition dont l'entrée en vigueur est prévue pour la saison 2027-2028.", a déclaré M. Sadi à la presse nationale.

Le président de la FAF est revenu également sur la visite en Algérie du président de la Fédération internationale de football (FIFA), Gianni Infantino, mar-

quée par l'inauguration de plusieurs infrastructures sportives, dans le cadre du programme "FIFA Forward".

Parmi ces réalisations figure le Centre technique régional de Lalla Setti, un complexe moderne dédié à la formation et au perfectionnement des jeunes talents.

"La visite du président de la FIFA marque une nouvelle étape du partenariat et s'inscrit dans une stratégie de long terme visant à renforcer les infrastructures de formation en Algérie", a dit le président de la FAF.

A cet égard, M. Sadi a annoncé la réalisation d'un nouveau Centre technique régional dans l'Est du pays, toujours dans le cadre du programme de partenariat et de développement avec l'instance internationale.

Concernant le programme de préparation de la sélection algérienne de football qui s'apprête à disputer la Coupe du monde FIFA 2026, il a confirmé le déroulement de deux matchs amicaux. Le premier aura lieu face aux Pays-Bas, le 3 juin prochain au stade De Kuip à Rotterdam (Pays-Bas), alors que la deuxième joute amicale se déroulera le 10 juin à Kansas City (Etats-Unis) face à une sélection à déterminer, mais "non-qualifiée au Mondial 2026".

Cette AGO a vu la présence du sélectionneur national, Vladimir Petkovic, de plusieurs personnalités sportives nationales ainsi que de représentants du ministère de la Défense nationale (MDN) et de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

RS/APs

LIGUE 1 MOBILIS/26E JOURNÉE LA JSK ACCROCHÉE À TIZI-OUZOU, L'USMK ENCHAÎNE

La JS Kabylie a été tenue en échec vendredi par le CS Constantine (2-2), au stade Hocine-Aït Ahmed de Tizi-Ouzou, hypothéquant ses chances de terminer sur le podium, alors que l'USM Khenchela est allée s'imposer chez le deuxième reléguable, l'ES Mostaganem (3-0), lors de la 26e journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football, devant se poursuivre samedi. Les "Canaris" ont débuté idéalement la partie en ouvrant le score grâce au petit lutin, Akhrib (19'). Fébrile défensivement, la JSK a été rattrapée au score en seconde période.

Rebiaï, qui a raté son penalty dans un premier temps, a vu le ballon repoussé dans ses pieds et ne s'est pas fait prier pour pousser le cuir au fond des filets (54').

La fin du match a été haletante entre les deux formations. Mahious croyait offrir un précieux succès aux siens (88'), mais Benmoussa a arraché le point du nul dans le temps additionnel (90'+2). A l'issue de ce résultat, la JSK stagne à la 8e place avec 36 points, alors que le CSC s'empare de la 5e place (38 pts) et revient à quatre points du podium. A l'Ouest du pays, l'USM Khenchela a confirmé sa précédente victoire à la maison face au Paradou AC (1-0), en allant gagner chez l'un des reléguables, l'ES Mostaganem (3-0).

Groggy après le cinglant 7-0 concédé à Alger face au CR Belouizdad, l'Espérance s'est montrée impuissante, concédant deux buts en première période, inscrits par Askar (22') et Matouti (40'), avant de sombrer après la pause et encaisser le troisième but, marqué par Boumechra (51').

L'USMK de l'entraîneur Bilal Dziri compte désormais 34 points (9e) et deux matchs en moins, alors que la formation mostaganémoise a grillé son dernier joker pour le maintien, elle qui a encaissé 12 buts lors des trois derniers matchs et reste scotchée à la 14e place avec 17 unités.

L'ESBA rejoint la première partie du tableau

Au stade du 20-Août-1955 (Alger), l'ES Ben Aknoun n'a pas tremblé pour venir à bout de l'ASO Chlef (2-1), grâce à Djabout (1') et Sylla (45'+1). Les Chélifiens ont réduit le score en seconde mi-temps par Bekkouche (65').

L'Étoile, qui n'a perdu qu'un seul match lors des cinq dernières rencontres, se replace dans la première partie du tableau, en atteignant la barre des 38 points et un match en moins, en compagnie du CR Belouizdad.

En revanche, l'ASO, qui restait sur un succès à la maison face à l'USM Alger (2-1), est re-

tombée dans ses travers, confirmant à ses dépens sa fébrilité à l'extérieur. Elle reste scotchée à la 10e position avec 31 points et demeure loin de la zone de relégation.

En ouverture de cette 26e journée, disputée jeudi, le MC Alger, leader imperturbable du championnat, s'est imposé avec autorité face à la lanterne rouge, le MC El-Bayadh (3-0), au stade Ali-Ammar dit Ali-La Pointe de Douera.

Les buts de la formation algéroise ont été l'œuvre de Naïdji (15'), Kipré Jr (19') et Ferhat (40'). Grâce à ce succès, le Mouloudia conforte sa place de leader avec 55 points, creusant davantage l'écart sur son dauphin, la JS Saoura, qui compte 43 unités. En revanche, le MCEB se dirige tout droit vers la Ligue 2. Le MC Oran a, lui, décroché une victoire renversante dans son antre de Miloud-Hadefi, face au MB Rouissat (2-1). Menés au score peu avant la pause, sur un but de Merzougui (44'), les Oranais ont inversé la tendance en seconde période par Belkhit (50') et Aoudjane (57'). Le club oranais parvient à faire la passe de trois et monte sur le podium (3e, 42 pts), alors que le MBR continue de manger son pain noir, alignant un sixième match sans le moindre succès (12e, 28 pts).

RS/APs

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION / CRB - ZAMALEK (0-1) LE CHABAB SE FAIT SURPRENDRE À DOMICILE

Le CR Belouizdad a raté l'occasion de prendre une option sur la finale de la Coupe de la Confédération africaine de football, en s'inclinant face aux Egyptiens du Zamalek (0-1, mi-temps : 0-1), vendredi au stade Nelson-Mandela de Baraki (Alger), pour le compte des demi-finales (aller). Pourtant dominateurs dans le jeu en première période, les Algérois ont été surpris à la 28e minute sur l'une des rares incursions adverses. Le Brésilien Juan Alvina Bezerra a profité des largesses de la défense du Chabab pour ouvrir le score, concrétisant le réalisme du club cairote. Malgré ce coup dur, le CRB a eu la maîtrise du ballon avec 57,9% de possession et 154 passes réussies contre 99 pour son adversaire. Les Algériens se sont également montrés plus entreprenants offensivement (5 tirs contre 3), sans toutefois se montrer suffisamment précis, avec une seule frappe cadrée. Ni Belhocini, ni encore Meziane, n'ont réussi à inquiéter le portier du Zamalek El-Mehdi Soliman. En face, le Zamalek SC s'est distingué par son efficacité, cadrant deux tentatives, dont celle qui a fait mouche.

Après la pause, le Chabab est revenu sur le terrain avec des intentions offensives, dans l'objectif de refaire son retard face à une équipe égyptienne bien en place sur le plan tactique.

Le CRB a de nouveau dominé son vis-à-vis, sans pour autant parvenir à faire sauter le verrou. L'une des occasions les plus dangereuses a été l'œuvre du défenseur Younes Ouassa, dont la reprise de la tête a heurté la transversale (54').

A la 67e minute, le CRB croyait avoir égalisé par Belhocini, mais ce dernier a été coupable d'une faute de main dans la surface. L'arbitre sud-africain Tom Abongile a consulté l'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR) pour annuler le but, au grand dam des nombreux supporters du Chabab présents dans l'enceinte de Baraki. Pour rappel, les Rouge et Blanc sont dirigés par l'entraîneur intérimaire, Salim Sebaâ, engagé en remplacement du technicien allemand Sead Ramovic, suspendu provisoirement par la direction.

Dos au mur, le club de Laâquiba est appelé à renverser la vapeur, lors de la seconde manche prévue vendredi prochain au stade international du Caire (17h00), pour espérer animer la première finale continentale de son histoire.

RS/APs

RICHESSE DU PATRIMOINE CULTUREL ALGÉRIEN LES ITINÉRAIRES AUGUSTINIENS BIENTÔT INSCRITS À L'UNESCO?

L'Algérie vient de relancer la bataille du patrimoine à travers une autre candidature pour l'inscription à l'UNESCO : il s'agit des itinéraires augustiniens.

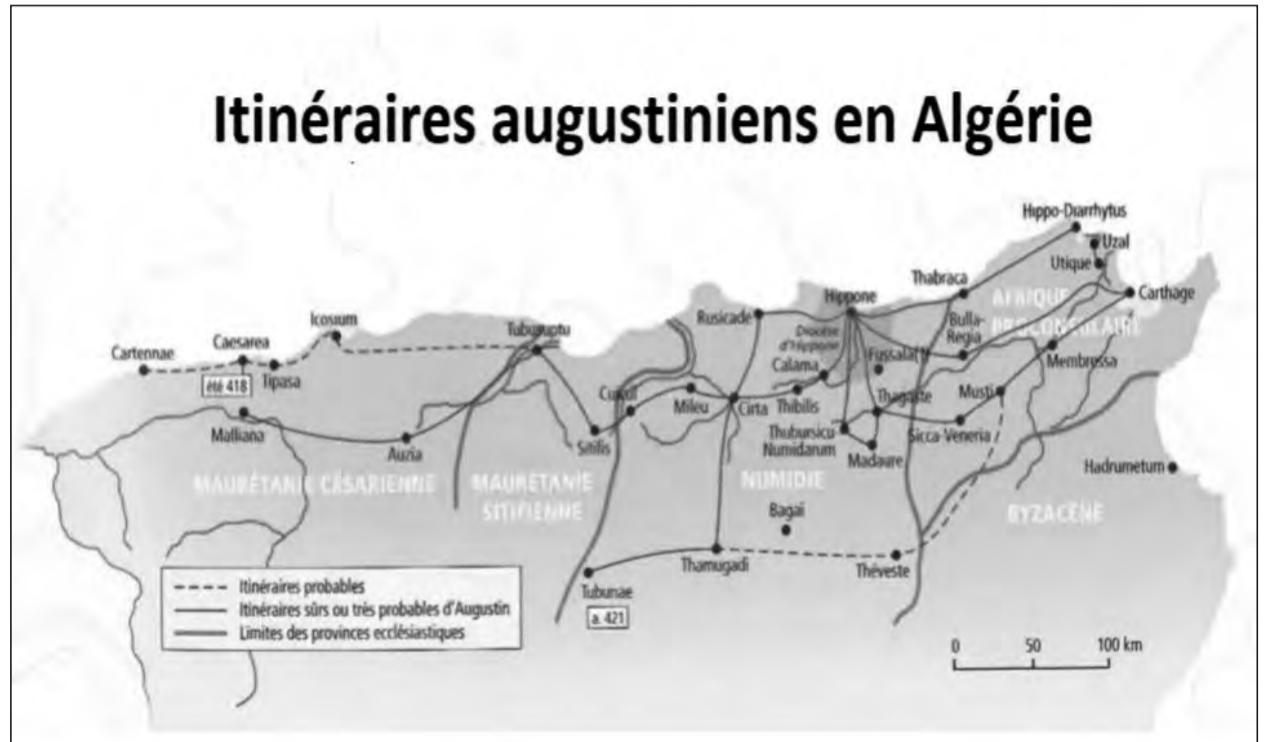
Par Malika Azeb

La ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, a présidé jeudi dernier la cérémonie d'installation de la commission nationale chargée du suivi du dossier « Les itinéraires augustiniens en Algérie », soumis à l'UNESCO dans le but d'une reconnaissance internationale.

Cette commission réunit une élite de spécialistes en archéologie, en histoire et en anthropologie, ainsi que des experts en valorisation du patrimoine, dont la mission repose sur le suivi et la coordination entre les instances nationales et l'UNESCO, l'élaboration de stratégies innovantes permettant de positionner ces itinéraires comme destination culturelle mondiale, la protection et la sauvegarde des sites archéologiques et des monuments historiques qui jalonnent ces parcours, ainsi que l'encouragement de la recherche scientifique en vue de soutenir les études académiques et les travaux spécialisés afin d'approfondir la compréhension et la connaissance de cet héritage civilisationnel exceptionnel.

Cette démarche stratégique a été saluée par les milieux culturels et académiques, en raison de l'importance de ce patrimoine retraçant l'héritage intellectuel et spirituel d'un penseur dont l'influence perdure dans les domaines religieux et philosophiques.

La cérémonie, qui a eu lieu au ministère de la Culture et des Arts, marque une nouvelle étape dans la politique de valorisation et de préservation du patrimoine civilisationnel algérien, riche et plusieurs fois millénaire. Le projet des itinéraires au-



gustiniens s'étend sur près de 1 500 kilomètres à travers les villes de l'est et du centre de l'Algérie, reliant des sites archéologiques et des monuments historiques d'une grande valeur.

Parmi les sites concernés figurent ceux situés à Annaba (Hippone), Guelma (Calama), M'daourouch (Madaure), Sellaoua Announa (Thibilis), Khamissa (Thubursicum Numidarum), ainsi que d'autres sites comme Cherrhell, Mila et Souk Ahras.

Cet itinéraire ambitieux redessine la géographie intellectuelle et patrimoniale de ces villes, réunies autour d'un héritage commun qu'est la civilisation numide et romano-africaine, qui a vu naître l'une des figures les plus universelles de l'histoire de la pensée humaine, en l'occurrence saint Augustin

d'Hippone. Par cette demande d'inscription au patrimoine universel des itinéraires augustiniens, l'Algérie revendique, à juste titre, cette figure universelle comme l'un des fleurons de son génie civilisationnel, né dans une terre où se sont croisées et enrichies mutuellement de nombreuses cultures, à l'instar des cultures numide, romaine et chrétienne.

Les itinéraires augustiniens se distinguent par leur caractère transcontinental et multireligieux, constituant un trait d'union entre l'Afrique et l'Europe, et reflétant la profondeur des liens entre la foi, la philosophie et la mémoire collective. Ce patrimoine joue un rôle important sur le plan économique et touristique, car des sites souvent méconnus du grand public sont transformés en espaces culturels

vivants, capables de développer un tourisme de mémoire porteur d'une dynamique économique locale durable, profitant notamment aux populations des territoires concernés. À noter que saint Augustin (Aurelius Augustinus) est une personnalité religieuse et philosophique universelle, né en 354 après Jésus-Christ à Thagaste, l'actuelle Souk Ahras, et qui a profondément influencé la pensée humaine. Il a été évêque d'Hippone, philosophe, théologien et auteur des célèbres « Confessions » et de « La Cité de Dieu ». Sa pensée a traversé les continents, les siècles et les religions, faisant de lui un pont entre l'Afrique et l'Europe, ainsi qu'entre la foi et la raison.

M.A

PATRIMOINE CULINAIRE

LE COUSCOUS ALGÉRIEN CÉLÉBRÉ EN GRAND À ALGER POUR SA DEUXIÈME ÉDITION

Le couscous, l'un des plats les plus emblématiques du patrimoine culinaire national, sera de nouveau à l'honneur ce printemps. Après une première édition couronnée de succès, le Festival du Couscous Algérien revient pour une deuxième édition qui s'annonce encore plus ambitieuse et riche. L'événement se tiendra du 23 au 25 avril 2026 sur l'esplanade de Riadh El Feth à Alger.

Placée sous le parrainage du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El Mahdi Oualid, cette nouvelle édition ambitionne de rassembler un large public autour d'une gastronomie porteuse de valeurs de partage, de transmission et d'excellence.

« C'est avec une immense fierté et un profond attachement à notre patrimoine que nous annonçons la tenue de cette deuxième édition », a déclaré l'organisateur de l'événement, Idir Saoudi. Il souligne que le festival se veut « un événement national et fédérateur », célébrant la richesse et la diversité du couscous algérien.

Un programme riche et varié attend les gourmands et les curieux. Pendant trois jours, les visiteurs pourront profiter d'activités immersives : expositions artisanales, animations traditionnelles, ateliers participatifs et conférences consacrées au patrimoine culinaire. Les dégustations mettront à l'honneur les spécialités des différentes wilayas, illustrant la diversité des recettes et des savoir-faire.

Le festival proposera également des démonstrations culinaires animées par des chefs renommés, ainsi que des concours gastronomiques. L'événement se clôturera par une cérémonie de remise des trophées « Le Grain d'Or », récompensant les meilleures créations.

Au-delà de sa dimension gastronomique, cette édition 2026 réunira des invités de prestige, parmi



lesquels des chefs internationaux, des figures de la cuisine algérienne et des personnalités issues de la diaspora. Artistes, créateurs, journalistes et influenceurs seront également présents pour contribuer au rayonnement du couscous algérien, tant au niveau national qu'international.

Les organisateurs insistent sur la portée culturelle et sociale de cette manifestation. Pensé comme un espace de rencontre intergénérationnel et interculturel, le festival vise à renforcer les liens entre tradition et modernité tout en valorisant l'identité culinaire algérienne. « Le couscous est plus qu'un plat : il est un symbole d'unité, de partage et de mémoire collective », rappellent-ils, invitant le public à prendre part à cette célébration.

À travers le slogan « Le couscous nous rassemble », le festival entend fédérer les Algériens autour d'un patrimoine commun et vivant, et inscrire durablement cet événement dans le paysage culturel national.

R.C

CINÉMA LE 6^e FESTIVAL DU FILM MÉDITERRANÉEN D'ANNABA EN AVRIL

La sixième édition du festival du film méditerranéen d'Annaba se tiendra du 24 au 30 avril avec comme invité d'honneur l'Égypte, a-t-on indiqué, mardi dans un communiqué du commissariat du festival.

Le communiqué a ajouté que le choix de l'Égypte comme invité d'honneur s'inscrit dans le cadre des efforts du festival pour jeter des ponts de communication cinématographique.

L'accent y sera porté ainsi sur l'histoire riche de plus de 50 ans de la coproduction algéro-égyptienne avec plusieurs chefs-d'œuvre dont « Le retour de l'enfant prodige » du réalisateur Youssef Chahine qui fut un modèle de rencontre des talents des deux pays.

« En hommage à cet esprit de partenariat, l'affiche de cette sixième édition est une conception offerte au festival par le jeune artiste égyptien Hicham Ali qui traduit la profondeur des relations artistiques entre le cinéma algérien et égyptien », a ajouté le commissariat du festival.

Le choix de l'invité d'honneur de cette édition couronne la relation historique de plusieurs décennies entre les cinémas algérien et égyptien et vise à en faire une célébration effective de cet héritage commun, a-t-on souligné.

R.C

CORNE DE L'AFRIQUE

LE BLOCUS DE BAB-EL-MANDEB POURRAIT REMODELER L'ÉCONOMIE MONDIALE

Il existe sur la carte du monde des endroits que l'humanité a pris l'habitude d'ignorer. Ils se trouvent quelque part à la périphérie de notre conscience, dans d'ennuyeux manuels de géographie, dans les lignes arides des rapports logistiques. Le détroit de Bab-el-Mandeb, séparant la péninsule arabique de la Corne de l'Afrique, était précisément cet endroit. 26 km d'eau entre Djibouti et le Yémen. La porte des lamentations, telle est la traduction de son nom arabe. Un nom qui s'est avéré prophétique.

Par Serge Savigny
In mondialisation.ca

La situation du détroit de Bab-el-Mandeb gagne en acuité dans le contexte de la crise irano-américaine qui se poursuit. L'Iran a démontré à plusieurs reprises sa volonté de fermer le détroit d'Ormuz en cas d'escalade du conflit. L'agence iranienne Tasnim citant des sources à Téhéran a rapporté qu'en cas de débarquement des troupes américaines sur le territoire de la République islamique d'Iran, celle-ci ouvrirait des fronts supplémentaires contre l'ennemi. Le détroit de Bab-el-Mandeb est envisagé comme l'un de ces fronts.

Jusqu'à récemment, ce détroit était perçu comme le second plan du commerce mondial. Le premier plan a toujours été occupé par Ormuz, par lequel transite un cinquième du pétrole planétaire. Bab-el-Mandeb restait dans l'ombre. Mais le monde a changé, et l'ombre est devenue un facteur géopolitique capable d'effondrer les économies de continents entiers.

Lorsque le vice-ministre de l'Information du gouvernement houthi, Mohammed Mansour, a évoqué la possibilité d'un blocus total du détroit, avec la perspective d'une flambée des cours du pétrole jusqu'à 200 dollars le baril, cela n'a pas sonné comme une vaine menace. Cela a résonné comme un diagnostic. Un diagnostic d'un système qui, pendant des décennies, était construit sur le postulat que les goulets d'étranglement du commerce mondial resteraient ouverts par défaut. Il s'avère que rien n'est garanti dans ce monde.

La géographie comme verdict

Le détroit de Bab-el-Mandeb relie la mer Rouge au golfe d'Aden, puis à l'océan Indien. C'est la clé du canal de Suez et donc la clé de la route maritime la plus courte entre l'Europe et l'Asie. Y transitent le pétrole et le gaz naturel liquéfié des pays du Golfe, les marchandises conteneurisées de Chine et d'Asie du Sud-Est, les céréales, les engrais, les équipements industriels. Le chiffre d'affaires annuel des marchandises transitant par ces eaux se compte en milliers de milliards de dollars.

La largeur du détroit à son point le plus étroit est d'environ 26 km. C'est un véritable goulet d'étranglement par lequel passent quotidiennement des dizaines de navires de fort tonnage. D'un côté du détroit se trouve le Yémen où depuis 2014 le mouvement Ansar Allah, connu sous le nom de Houthis, détient le pouvoir sur une grande partie du territoire. De l'autre côté, Djibouti, un petit État sur le territoire duquel sont implantées des bases militaires de plusieurs pays, dont la France, la Chine, le Japon et les États-Unis.



Ici la géographie devient un verdict. Le détroit ne peut être contourné. On ne peut que le longer, ce qui signifie un voyage autour de l'Afrique, par le cap de Bonne-Espérance. Des milliers de milles marins supplémentaires. Des semaines supplémentaires de voyage. Des tonnes supplémentaires de carburant. Des milliards supplémentaires de dollars de coûts logistiques qui pèseront inévitablement sur le prix final des marchandises.

Si Ormuz et Bab-el-Mandeb sont bloqués simultanément, cela fermerait environ 30% du trafic mondial de conteneurs. La route par la mer Rouge et le canal de Suez deviendrait totalement impraticable. La seule alternative, le cap de Bonne-Espérance, n'est pas en mesure d'absorber tout le volume du flux de marchandises. Les infrastructures portuaires d'Afrique du Sud, des côtes ouest et est de l'Afrique ne sont tout simplement pas conçues pour un tel afflux de navires.

Le résultat serait un effondrement des taux de fret, une hausse des prix de toutes les catégories de biens, une pénurie d'énergie en Europe et un ralentissement catastrophique du commerce mondial. Ce n'est pas un scénario théorique. C'est une mathématique confirmée par la crise déjà survenue en mer Rouge.

Leçons de la mer Rouge: l'inflation calculée par les Houthis

En 2024 et 2025, les Houthis ont déjà démontré que leurs menaces n'étaient pas du bluff. Les attaques contre les navires commerciaux en mer Rouge ont contraint les plus grandes compagnies maritimes mondiales à rediriger leurs routes autour de l'Afrique. Le résultat a été tangible.

Chaque journée supplémentaire pour contourner l'Afrique n'est pas seulement une perte de temps. Ce sont des tonnes de carburant supplémentaires brûlées par les moteurs des navires. C'est une prime de risque que les compagnies d'assurance intègrent dans le coût des polices pour les navires qui décident tout de même de traverser la mer Rouge. Ce sont des ruptures de délais contractuels entraînant des pénalités et des litiges. Les Houthis ont montré l'essentiel: une panne systémique dans un corridor commercial clé peut briser l'économie mondiale et la rendre plus chère.

Des volumes importants de pétrole des pays du Golfe à destination de l'Europe transitent par le détroit de Bab-el-Mandeb. L'itinéraire est le suivant: Ormuz, puis mer d'Arabie, golfe d'Aden, Bab-el-Mandeb, mer Rouge, canal de Suez. Le blocage de l'un de

ces maillons brise la chaîne.

Si Bab-el-Mandeb est bloqué mais qu'Ormuz reste ouvert, les consommateurs européens seront contraints de se tourner vers des sources alternatives de pétrole ou de payer un itinéraire de livraison beaucoup plus long. Si les deux détroits sont bloqués simultanément, les livraisons de pétrole du Golfe vers l'Europe cesseraient presque complètement.

La géopolitique comme outil de pression

L'Iran considère Bab-el-Mandeb comme un second front dans son affrontement avec les États-Unis et leurs alliés. Le premier front, le détroit d'Ormuz, est déjà sous le contrôle du Corps des Gardiens de la révolution islamique d'Iran. Le second front, Bab-el-Mandeb, est contrôlé par les Houthis, alliés de l'Iran. La fermeture de ces deux points crée un étau stratégique qui serre le commerce mondial.

Pour l'Europe, cela signifie une vulnérabilité dont on préférerait ignorer l'existence. L'économie européenne, qui s'est remise de la pandémie et de la crise énergétique de 2022, se retrouve à nouveau confrontée à une catastrophe énergétique et logistique. Mais cette fois, la menace ne vient pas d'une interruption de l'approvisionnement en gaz, mais de l'impossibilité d'acheminer le pétrole et les marchandises par voie maritime. C'est une catégorie de risque qualitativement différente, exigeant des réponses qualitativement différentes.

Les chaînes d'approvisionnement mondiales ont été construites à une époque où la sécurité des routes maritimes était considérée comme acquise. Le blocage du détroit de Bab-el-Mandeb brise ce modèle. Les compagnies maritimes seront obligées soit de payer des primes d'assurance énormes pour traverser la zone dangereuse, soit d'allonger les délais de livraison de deux à trois semaines en contournant l'Afrique. Les deux options signifient une hausse du coût du transport. Les deux options signifient une augmentation du coût de revient des marchandises. Les deux options signifient l'inflation.

Par ailleurs, les infrastructures alternatives ne sont pas prêtes à absorber tout le flux de marchandises. Le cap de Bonne-Espérance n'est pas seulement une route plus longue. C'est aussi une capacité d'accueil limitée des ports, un manque d'infrastructures pour le ravitaillement en carburant des navires, des lignes d'approvisionnement étirées. La logistique mondiale se construisait pendant des décennies autour du canal de Suez, et un passage soudain à la

route de contournement créera des goulets d'étranglement comparables à ceux survenus pendant la pandémie.

Prix, inflation, récession: l'arithmétique de la catastrophe

Le lien entre le blocage du détroit et la hausse des prix dans les rayons des magasins n'est pas abstrait. Il passe par des chiffres concrets.

Les taux de fret pour le contournement de l'Afrique augmenteront de 40 à 60%. L'assurance des navires traversant la zone de conflit deviendra plusieurs fois plus chère. Les délais de livraison s'allongeront, entraînant des pénuries pour certaines catégories de biens et une hausse des prix selon la loi de l'offre et de la demande.

Les banques centrales, déjà dans une situation délicate car elles doivent trouver un équilibre entre la lutte contre l'inflation et le soutien à la croissance économique, seront confrontées à un dilemme. Augmenter les taux pour freiner l'inflation étoufferait l'investissement et mènerait à la récession. Maintenir des taux bas attiserait l'inflation.

Les conséquences pour les pays en développement seront particulièrement graves. De nombreux États africains et asiatiques dépendent des importations via le canal de Suez. La hausse des coûts logistiques les frappera plus durement encore, aggravant une situation économique déjà précaire.

Le blocage du détroit de Bab-el-Mandeb n'est pas seulement une crise locale. C'est le symptôme d'un changement systémique qui façonnera le visage de l'économie mondiale pour les décennies à venir.

L'ère de la baisse durable du prix des marchandises est révolue. Les appareils électroménagers, l'électronique, les automobiles, tout ce qui était accessible par défaut va devenir plus cher. Le blocage des routes maritimes stratégiques ne fait qu'accélérer cette tendance, transformant la logistique d'un facteur de second plan en un élément déterminant de la formation des prix.

Ce monde est terminé. Le protectionnisme est revenu, l'accès aux technologies s'est compliqué, les accords commerciaux sont renégociés, l'efficacité économique cède le pas à la sécurité économique. Et la sécurité a toujours un coût plus élevé. Plus cher à produire, plus cher à transporter, plus cher pour le consommateur final.

Conclusion: la porte des lamentations et un monde fragile

Bab-el-Mandeb. La porte des lamentations. Un nom qui sonnait autrefois comme une poésie résonne aujourd'hui comme un avertissement.

L'économie mondiale s'est révélée vulnérable à une attaque venant d'une direction d'où personne n'attendait la menace. Non pas une grande puissance, non pas une superpuissance nucléaire, mais un mouvement de miliciens armés dans l'un des pays les plus pauvres du monde peut mettre à genoux l'économie des pays développés.

Ce paradoxe en dit long. Il dit que la mondialisation a créé un système d'une efficacité incroyable et d'une fragilité incroyable à la fois. Que l'optimisation à l'extrême signifie l'absence de marge de manœuvre. Qu'un monde où 26 km d'eau entre une péninsule et un continent peuvent déterminer le destin de milliards d'êtres humains est un monde où il faut s'interroger sur les fondements mêmes de son organisation.

S.S

Escales sur le Web



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LE MASQUE ET LE VISAGE

Dans un village entouré de palmiers et de terres rouges vivait un jeune homme nommé Seydou.

Seydou avait un cœur pur, mais un grand problème : il voulait que tout le monde l'aime.

Chaque jour, il changeait. Avec les anciens, il parlait doucement. Avec les jeunes, il imitait leurs manières. Avec les commerçants, il devenait flatteur. On disait souvent : — « Seydou est agréable... mais on ne sait jamais qui il est vraiment. »

Un soir, fatigué de jouer tous ces rôles, il alla voir une vieille femme du village, Maman Sira, connue pour voir au-delà des apparences.

Elle lui donna un masque en bois et lui dit : — « Porte ceci demain, et observe. »

Le lendemain, Seydou mit le masque. Étrangement, les gens l'écoutaient plus. Certains le respectaient même davantage. Mais en rentrant chez lui, il sentit un vide. Il avait gagné l'attention... mais perdu la paix. Le jour suivant, il décida d'enlever le masque. Il parla comme il pensait. Il agit comme il ressentait.

Et là... tout changea. Certains s'éloignèrent. D'autres le critiquèrent. Certains dirent même : — « Il a changé... il devient bizarre. » Seydou eut mal.

Très mal. Mais il continua. Les jours passèrent. Puis les saisons. Et lentement, quelque chose d'étrange se produisit.

Ceux qui étaient restés commencèrent à lui faire confiance.

On venait le voir pour ses conseils. On respectait ses paroles, parce qu'elles étaient vraies.

Un jour, Maman Sira lui dit : — « Le masque attire les regards... mais le visage gagne le respect. »

Seydou sourit. Il avait enfin compris.

MORALITÉ

J'ai appris que plaire à tout le monde, c'est souvent se perdre soi-même.

Mais être vrai, même si cela dérange, finit toujours par révéler ta valeur.

L'authenticité peut déranger au début, mais elle construit un respect que le mensonge ne peut jamais offrir.

Publié par Gilles Nya sur sa page Facebook, le 11 avril 2026



HOMMAGE À UNE ARTISTE DE VALEUR...

Nardjess, Nora depuis sa naissance, Nadia à l'état civil est née à Hussein Dey, originaire de l'Antique ville de Cherchell, d'une famille conservatrice mais de grands mélomanes, surtout sa Mère, qui lui a transmis cette fibre artistique dans laquelle elle a grandi. Attachée au Hawzi et au Chaâbi, imprégnée par les grands noms de cette musique citadine, elle a choisi ce style de Musique Arabe Andalouse car elle reste liée à tout ce qui rattaché l'Art à notre civilisation à laquelle elle est restée vraiment fidèle.

A fait ses débuts dans la troupe de la JFLN à Saint Eugène et animait des Fêtes Familiales. A fait partie de la 1ère Chorale Polyphonique dirigée par Mr Yves Jarret puis par Mr Yahia Guenoune et relégué par Mr Choukri Yellès à l'Institut National de Musique (INM).

Elle participe à beaucoup de manifestations artistiques avec la Chorale notamment au Festival de Vaison la Romaine en 1971...

Dans le sillage, il y a eu l'annonce à la Radio de l'émission Alhane wa Chabab ...

Nora s'inscrit avec sa sœur et se présentent à la Radio à Zabana, elles sont acceptées pour passer à l'émission télévisée. Un Grand jour pour elles. Mais c'était difficile de convaincre les parents vu que c'était Tabou...

Et là commence la carrière officielle de Nora. C'était en 1973, le 1er passage TV dans l'émission Alhane wa Chabab présentée par Mme Seloua et l'orchestre fût sous la direction de Maati Bachir.

Dès son passage dans cette émission, elle a commencé à animer les galas avec les Grands

noms de la Chanson Algérienne, El Hadj M'Hamed El Anka, El Hachemi, Boudjemaa El Ankiss, Khelifi Ahmed, Noura, Nadia Kerbache, Thouraya, El Achab, Omar Mekraza Driassa Rabha, Rahma Boualem etc.

Des dates importantes durant sa carrière telles que le 1er Maghreb Vision en Juin 1974 lors de l'inauguration du théâtre de verdure de Sidi Fredj et là où le nom de Nardjess lui a été attribué par l'ex Speakerine et animatrice Mme Leila, grand gala Chaabi au Majestic, Gala du 1er Novembre 1974 à l'auditorium, et la participation à l'opérette de Mohamed Hilmi avec Yasmina Douar en 1974 ou elle interprète Siffet Chem3a qui la révèle au grand Public...

Nardjess avait été adoptée par les grands artistes de l'époque et était sollicitée dans plusieurs événements avant même l'anniversaire de l'émission le 31 Décembre 1974. En Mars 1975, elle participe à la première semaine Culturelle en Tunisie...

En 1975, un concert religieux pour la TV intitulé El Mi3aradjia 3adate dmou3i, qui a été un Grand succès avec Haddad El Djillali et El Badji à la guitare. En 1975, elle enregistre son premier 33 Tours avec "Siffet chema" et "Aini chkate m3a qualbi"...

En 1976, elle participe à l'émission Rasd wa Maya présentée par Mme Leila et consacrée au chantre du Chaabi El Hachemi Guerouabi, avec Nedjmet doudja, arrangements de Haddad el Djillali, harmonisée par Abdelwahab Salim. En 1977

Grand gala en Maghreb vision au Musée du Bardo avec Fassl errabi3 écrite par Med Mahboub Stambouli avec Mustapha Zmirli,

Seloua, Akli Yahyatene, Guerouabi...

En 1978, elle participe au festival des Arts traditionnels. Dans la période 1980 à 1990, elle continue son parcours avec beaucoup de Fêtes Familiales, plusieurs Galas, Tournées, enregistrements pour la TV, dont un concert religieux avec Boudjemaa Fergane, en studio avec les Frères Turki et Ana Rabi arrangé par Nacer Hini, Radio Clip avec Aziz Farés, un Grand Gala de Solidarité pour l'enfance abandonnée avec El Hadj Tahar Fergani, Zahra ...

Également des émissions de variétés avec Med Ouniche, Noudjour présentée par Djalel Chandali, Assab wa Awtar de Mohamed Hazourli. Plusieurs Galas en Hommage dont le Maître El Hadj M'Hamed El Anka avec lequel j'ai eu le privilège de partager la scène et de le côtoyer. Layali el Djazair 1990 au théâtre de verdure, à L'Aurassi. Hommage à Fadéla Dziria le 17 Juin 1998 à Ibn Khaldoun Sabahiète le 23 juillet 1999 Hommage à Maati Bachir 1999 à Biskra. Le 8 Mars 2000 avec Cheb Yazid et Sabah Saghira. Hommage à Boudjema el Ankis 2002 Mesk elil 2003. Fen Bladi 2007. Plusieurs autres galas, en hommage à nos Artistes De Noura, Said Hilmi, Driassa, El Koubi, en passant par Si Med Mahboub Stambouli, Maalma Yamna 2013, Meriem Fekkai et Fadéla Dziria 2019...

À son actif, un coffret de 4 CD édité par L'ONDA sorti en 2019. Un autre CD sorti en 2020. Aussi, des chansons enregistrées à la Radio en 2020 de Yousfi Selouane et de Abdelkader Choukri composées par Med Mokhtari...

En 2020, sa participation à la



1ère émission The Voice Senior. Le 3 Juillet 2021, soirée à l'Opéra d'Alger.

A participé à plusieurs Festivals de la Chanson Andalouse, Festival de la chanson Hawzi à Blida (2006), Festival de la musique Andalouse et des musiques anciennes (2014), Festival Maghrébin de la Chanson Andalouse (2015) qui lui a rendu un Grand Hommage. En 2023, l'école et l'association Mezghena de Montréal a rendu un grand hommage à cette artiste pour ses 50 Ans de carrière (1973 / 2023).

Pour rappel, véritable artiste aux multiples talents, Nerdjess a

aussi participé dans le beau film de Assia Djebbar "La nouba des femmes du Mont Chenoua" en 1977 et dans le feuilleton de Djamilia Arres en 2012 "El wadh El Akhor"...

À mettre également en évidence son militantisme durant la décennie noire, refusant de fuir le pays comme beaucoup d'autres, elle a continué à participer à des galas aux quatre coins du pays et ce malgré les menaces. Longue vie à cette grande dame !

Publié par A.Hammouche sur Facebook dans le Journal des artistes, le 10 avril 2026



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:20	12:54	16:23	19:02	20:24

INTERNET 5G

LA COUVERTURE ATTEINDRA 99,99 % EN ALGÉRIE.

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid-Ali Zerrouki, a annoncé, hier samedi à Sidi Bel-Abbès, la mise en œuvre imminente d'un vaste programme visant à installer des stations de réseau Internet de quatrième génération (4G) dans 3.500 zones.

Par Halim Dardar

S'exprimant lors du lancement, au village de "Tametiouna", relevant de la commune de "Moulay Slissen", du programme de service universel des communications électroniques, à l'occasion d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, le ministre a souligné que cette opération, qualifiée de majeure, débutera dans les tout prochains jours. Elle concernera 3.500 zones réparties sur l'ensemble du territoire national et permettra d'atteindre un taux de couverture de 99,99 % en Algérie.

M. Zerrouki a en outre précisé que le cahier des charges a été finalisé et que l'appel d'offres sera lancé « dans les tout prochains jours ».

Il a également indiqué que le déploiement du service universel au village de "Tametiouna", dans la commune de "Moulay Slissen", représente l'une des dernières phases du programme précédent, lequel a touché 1.400 zones à l'échelle nationale, avec la réalisation de 1.200



stations. Dans la commune de Sidi Bel-Abbès, le ministre a effectué une visite de l'ancien siège de la direction de

la wilaya de la Poste et des Télécommunications, destiné à être transformé en centre de compétences dans le cadre du programme de développement des compétences à l'échelle locale, déjà expérimenté à titre pilote dans les wilayas de Sétif, Annaba, Chlef, Oran et Adrar.

Il a expliqué que ce centre offrira notamment aux jeunes des formations en intelligence artificielle et en cybersécurité, tout en constituant un espace propice à l'innovation et à l'apprentissage. Il a insisté sur la nécessité d'accompagner les jeunes afin de renforcer leurs connaissances et de valoriser leurs aptitudes, en vue de créer des startups et des micro-entreprises, contribuant ainsi au dynamisme de l'économie nationale.

Par ailleurs, M. Zerrouki s'est rendu à l'agence commerciale principale d'Algérie Télécom à Sidi Bel-Abbès, où il a rappelé la nécessité d'améliorer la qualité des services proposés aux citoyens.

H.D

POUR « BRISER LE BLOCUS » SIONISTE SUR GHAZA

L'ONG GREENPEACE REJOINT LA FLOTTILLE GLOBAL SUMUD

L'ONG Greenpeace rejoint la flottille Global Sumud pour Ghaza qui doit prendre la mer depuis Barcelone, dimanche, avec l'objectif de "briser le blocus" imposé par l'entité sioniste autour de la bande de Ghaza.

C'est l'un de ses trois navires mythiques qu'elle envoie rejoindre la flottille pour Ghaza: "l'Arctic Sunrise" qui a écumé, depuis 1995, les océans et participé à certaines des opérations les plus importantes de l'ONG.

"Nous avons plus de cinquante ans d'expérience et les actions en mer sont l'un de nos signes de fabrique", explique Valentina Carvajal, responsable des campagnes paix et désarmement de la branche espagnole de l'ONG. Elle partira sur l'Arctic Sunrise le 12 avril.

"Nous apporterons un appui logistique, technique,

maritime et opérationnel à la flottille", ajoute-t-elle, en rappelant que la traversée de la Méditerranée peut être difficile. "Depuis plusieurs mois, nous conseillons les équipages sur tout ce qui touche les protocoles de sécurité, les communications maritimes pour anticiper les situations qui pourraient être rencontrées (lors de la navigation)", souligne-t-elle, relevant que le bateau est aussi plus grand que d'autres.

"Nous pouvons apporter des vivres et du matériel", précise-t-elle.

Cet appui est précieux pour les organisateurs de la flottille. "Avec l'Open Arms (ONG de sauvetage de migrants qui a aussi rejoint la flottille cette année), elles ne viennent pas seulement rompre le blocage, mais aussi nous apporter leur expérience durant la naviga-

tion", dit Ardia Plaza, porte-parole de Global Sumud Catalogne. En septembre 2025 déjà, une flottille du Global Sumud avait réuni 462 volontaires issus de la société civile, activistes, journalistes, professeurs, médecins, étudiants, politiques, à bord de 42 embarcations. Avec un très fort retentissement médiatique en Espagne. Tous les équipages avaient été détenus par les forces armées sionistes avant d'être expulsés vers leur pays d'origine. Certains dénoncent des mauvais traitements durant leur détention.

Cette fois-ci, l'organisation annonce plus de 1.000 personnes et plus de 70 embarcations au total.

RI

EXPORTATIONS

LA TOMATE D'EL-MEGHAIER POUR L'ESPAGNE

Une opération d'exportation de quelque 80 tonnes de tomate a été amorcée samedi de la wilaya d'El-Meghaier vers l'Espagne, via le port d'Oran, dans le cadre de la diversification des exportations hors-hydrocarbures.

L'opération, dont le coup d'envoi a été donné par les autorités de la wilaya depuis le groupe agricole "Champs du Sud", employant plus de 250 jeunes sur une superficie de 10 hectares dans la daïra de Djamaâ, a donné à l'exportation d'une première cargaison de 18 tonnes de tomates, a affirmé le wali d'El-Meghaier, Lâaredj Nehila.

Il a souligné que les services concernés s'attendent à accompagner les opérateurs agricoles et à leur offrir les facilités nécessaires pour atteindre les objectifs escomptés en termes de

diversification de la production agricole et le renforcement des potentialités concurrentielles.

Cette opération s'insère dans le cadre de la stratégie d'impulsion de la dynamique des exportations hors-hydrocarbures, ciblant de nouveaux marchés extérieurs pour la promotion du produit agricole national.

L'opération est programmée dans le cadre d'une opération nationale d'envergure d'exportation de 35 cargaisons de produits "Made In Algeria", à partir de 13 wilayas du pays vers 19 pays, lancée samedi par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, depuis la wilaya de Tizi-Ouzou et suivi par visioconférence.

RA

EN PRÉVISION DE LA VISITE DU PAPE LÉON XIV

INTENSES PRÉPARATIFS SUR LE SITE ARCHÉOLOGIQUE D'HIPPONE ET À LA BASILIQUE SAINT AUGUSTIN

D'intenses préparatifs sont menés, à Annaba, sur le site archéologique d'Hippone et à la Basilique saint Augustin, en prévision de la visite du pape Léon XIV en Algérie à l'invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

La Directrice de la culture et des arts de la wilaya d'Annaba, Saliha Berkouk a indiqué, à ce propos, que les services de son secteur ont entamé, en coordination avec les parties concernées, des opérations qualitatives portant sur l'aménagement des espaces et des sites religieux et archéologiques concernés par la visite.

Il a notamment été procédé, à cet égard, à la mise en place de panneaux d'information contenant des données complètes sur les différentes parties du site d'Hippone, permettant ainsi de découvrir la valeur historique et archéologique des lieux, en plus de la prise de plusieurs dispositions pour accueillir les délégations et les visiteurs attendus de différents pays, notamment d'Europe, dans le cadre de la visite du pape Léon XIV en Algérie, et qui comprendra les villes d'Alger puis

d'Annaba.

Sur le site de la Basilique saint Augustin, une spécialiste en restauration des constructions et des œuvres d'art a été chargée des travaux de nettoyage et de restauration des collections, au moment où des équipes de maintenance interviennent pour aménager le site.

Les préparatifs ont également inclus la mise en place de panneaux d'information sur saint Augustin, en plus de la proposition de créer un Centre d'études augustiniennes, soumise à la ministre de la Culture et des Arts lors de sa dernière visite dans la région.

Il est prévu d'inclure ces monuments dans le parcours culturel devant être prochainement classé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) sur la liste préliminaire du patrimoine mondial afin de promouvoir le tourisme culturel et d'attirer les visiteurs, chercheurs et passionnés de la pensée et de l'histoire de saint Augustin et de sa place dans le patrimoine chrétien mondial.

mou
de c
avan
nière
Croa